

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/41431]

23 FEVRIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'eau, en ce qui concerne la gestion durable de l'azote en agriculture

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, l'article D.6-1 inséré par le décret du 13 octobre 2011, l'article D.167, alinéa 1^{er}, l'article D.177, modifié en dernier lieu par le décret du 12 décembre 2014, l'article D.177bis, inséré par le décret du 6 mai 2019 ;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'eau ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 juin 2022 ;

Vu l'avis N°20/2023, de l'Autorité de protection des données, donné le 9 février 2023 ;

Vu l'avis du pôle « Environnement », donné le 14 octobre 2022 ;

Vu le rapport du 26 juin 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 22 décembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 91/676/CEE du Conseil du 12 décembre 1991 concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates à partir de sources agricoles.

Art. 2. À l'article R.188 de la partie réglementaire du Livre II du Code l'Environnement, contenant le Code de l'eau, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° « administration » : le Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ; » ;

b) il est inséré un 2°bis rédigé comme suit :

« 2°bis « agriculteur » : un agriculteur au sens de l'article D.3, 4°, du Code wallon de l'Agriculture ; » ;

c) le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° « compost » : la substance obtenue par un processus biologique aérobie et contrôlé de décomposition de matières organiques par des micro et macro-organismes, à l'exception des fumiers au sens du 10°, i), compostés » ;

d) au 9°, les mots « ou CIPAN » sont insérés après les mots « piège à nitrates » ;

e) il est inséré les 9°bis, 9°ter et 9°quater rédigés comme suit :

« 9°bis « Eaux blanches » : les eaux issues du nettoyage du matériel de traite et de stockage du lait ;

9°ter « Eaux vertes » : les eaux issues du nettoyage des quais de traite ;

9°quater « Eaux brunes » : les eaux issues d'aires non couvertes de parcours, d'attente ou d'alimentation des animaux, souillées régulièrement par ces animaux ; » ;

f) le 12° est remplacé par ce qui suit :

« 12° « exploitation agricole » ou « exploitation » : l'exploitation telle que définie à l'article D.3, 15°, du Code wallon de l'Agriculture ; » ;

g) le 13° est abrogé ;

h) au 14° les modifications suivantes sont apportées :

(1) dans la phrase liminaire, les termes « toute substance contenant un ou des composés azotés et destinée à la fertilisation des végétaux » sont remplacés par les termes « une substance, un mélange, un micro-organisme ou toute autre matière appliqués ou destinés à être appliqués sur des végétaux ou leur rhizosphère ou sur des champignons ou leur mycosphère, ou destinés à constituer la rhizosphère ou la mycosphère, seuls ou mélangés avec une autre matière, dans le but d'apporter aux végétaux ou aux champignons des éléments nutritifs azotés » ;

(2) au a) les mots « annexe XXVIIIbis » sont remplacés par les mots « annexe XXV » ;

i) il est inséré les 20°bis et 20ter rédigés comme suit :

« 20°bis « prairie » : la terre consacrée à la production d'herbe et d'autres plantes fourragères herbacées pérennes ou à l'arboriculture fruitière de hautes-tiges de cinquante à deux-cent cinquante arbres par hectare, à l'exception des parcours destinés aux porcins et aux volailles ; sans autre précision, le terme prairie désigne l'ensemble des prairies permanentes et des prairies temporaires ;

20^{ter} « prairie temporaire » : la terre consacrée à la production d'herbe et d'autres plantes fourragères herbacées pérennes qui font partie du système de rotation ou qui en faisaient partie il y a moins de cinq ans ; » ;

j) il est inséré un 22^{bis} rédigé comme suit :

« 22^{bis} « rejet direct » : l'ensemble des rejets qui passent du site d'exploitation ou de stockage à l'environnement extérieur, sans passer par un dispositif rendant les rejets inoffensifs ; » ;

k) il est inséré un 23^{bis} rédigé comme suit :

« 23^{bis} « stockage sur une surface perméable » : mise en dépôt durant plus d'une semaine sur une surface perméable ; » ;

l) il est inséré les 24^{bis} et 24^{ter} rédigés comme suit :

« 24^{bis} « surface perméable » : partie d'un terrain au sein de laquelle un liquide est susceptible de s'infiltrer dans le sol ;

24^{ter} « survey surfaces agricoles » : réseau de points représentatifs au moyen duquel sont établies des valeurs de référence annuelles d'azote potentiellement lessivable ; ».

Art. 3. Dans l'article R.190, § 1^{er}, du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « dont au moins une unité de production est » sont insérés entre les mots « s'applique aux exploitations » et les mots « situées sur » ;

2° le mot « situées » est remplacé par le mot « située ».

Art. 4. À l'article R.191 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Tout rejet direct de fertilisants et de jus d'écoulement dans une eau de surface ou une eau souterraine, un ouvrage de prise d'eau, un piézomètre autorisé et déclaré ou un point d'entrée d'égout public est interdit. » ;

2° l'article est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Le stockage des eaux vertes et des eaux brunes des aires d'attente et d'alimentation non couvertes, ainsi que des eaux blanches lorsque celles-ci sont stockées avec du lisier, est soumis aux mêmes règles que le stockage des effluents d'élevage. ».

Art. 5. L'article R.192 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.192. § 1^{er}. Le stockage des fumiers et des composts sur une surface perméable répond aux conditions suivantes :

1° les fumiers autres que ceux mentionnés à l'annexe XXII comme pouvant être stockés directement sur une surface perméable sont préalablement stockés sur fumière pendant une période minimale de trois mois, conformément à l'article R.194;

2° le stockage sur une surface perméable des composts caractérisés par une teneur en matière sèche inférieure à trente-cinq pour cent est interdit ;

3° le stockage de compost ou de fumier sur une surface perméable ne peut pas être effectué :

a) sur un axe de concentration naturel de ruissellement ;

b) en zone soumise à un aléa d'inondation, telle que définie par l'article D.53-2 du Code de l'Eau ;

c) à moins de vingt mètres d'une eau de surface ordinaire, d'un ouvrage de prise d'eau, d'un piézomètre autorisé et déclaré ou du point d'entrée d'un égout public ;

4° toute aire de stockage du fumier est évacuée au terme d'une période maximale de neuf mois. Le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions peut prolonger cette période d'un mois, s'il s'agit d'un stockage sous forme de composts ;

5° le stockage de compost ou de fumier est interdit sur une aire ayant été évacuée depuis moins d'une année, et à moins de dix mètres des limites extérieures de l'aire précédente.

§ 2. Le stockage des fumiers peut également s'effectuer sur une fumière bétonnée étanche pourvue d'un réservoir étanche et sans trop-plein destiné à la récolte ou à la rétention des jus d'écoulement, en respectant les conditions prévues à l'article R.194, §§ 2 à 8.

Le stockage des composts peut également s'effectuer sur une fumière bétonnée étanche pourvue d'un réservoir étanche et sans trop-plein destiné à la récolte ou à la rétention des jus d'écoulement en respectant les conditions prévues à l'article R.194, §§ 2, 3, 5 et 6.

§ 3. L'emplacement et la date de stockage des composts ou des fumiers sur une surface perméable sont consignés annuellement dans un registre tenu à la disposition de l'administration par l'agriculteur. Le contenu et le modèle du registre peuvent être déterminés par le ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions, après consultation des organisations professionnelles agricoles. ».

Art. 6. L'article R.193 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.193. § 1^{er}. Le stockage sur une surface perméable des effluents de volaille répond aux conditions suivantes :

1° le stockage sur une surface perméable des effluents de volaille caractérisés par une teneur en matière sèche inférieure à cinquante-cinq pour cent est interdit ;

2° le stockage sur une surface perméable d'effluents de volaille ne peut pas être effectué :

a) sur un axe de concentration naturel du ruissellement ;

b) en zone soumise à un aléa d'inondation, telle que définie par l'article D.53-2 du Code de l'Eau ;

c) à moins de vingt mètres d'une eau de surface ordinaire, d'un ouvrage de prise d'eau, d'un piézomètre ou du point d'entrée d'un égout ;

3° toute aire de stockage de fumier de volaille est évacuée au terme d'une période maximale de six mois ;

4° toute aire de stockage de fiente de volaille est évacuée au terme d'une période maximale d'un mois ;

5° le stockage des effluents de volaille est interdit sur une aire qui a été évacuée depuis moins d'une année et à moins de dix mètres des limites extérieures de l'aire précédente.

§ 2. Le stockage des effluents de volaille peut également s'effectuer sur une aire bétonnée étanche pourvue d'un réservoir étanche et sans trop-plein destiné à la récolte ou à la rétention des jus d'écoulement, en respectant les conditions prévues à l'article R.195, §§ 2 à 8.

§ 3. L'emplacement et la date de stockage des effluents de volaille sur une surface perméable sont consignés annuellement dans un registre tenu à la disposition de l'administration par l'agriculteur. Le contenu et le modèle du registre peuvent être déterminés par le ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions, après consultation des organisations professionnelles. ».

Art. 7. A l'article R.193bis du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « au champ » sont remplacés par les mots « sur une surface perméable » ;

2° le paragraphe 2 est remplacé comme suit :

« § 2. L'emplacement et la date de stockage sur une surface perméable de la phase solide du lisier sont consignés annuellement dans un registre tenu à la disposition de l'administration par l'agriculteur. Le contenu et le modèle du registre peuvent être déterminés par le ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions, après consultation des organisations professionnelles. ».

Art. 8. À l'article R.194 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans les paragraphes 1^{er} et 4, les mots « à la ferme » sont chaque fois remplacés par les mots « dans l'enceinte des bâtiments de l'exploitation » ;

2° dans le paragraphe 5, les mots « et de compost » sont insérés entre les mots « de fumier » et les mots « une capacité ».

Art. 9. Dans l'article R.195 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, les mots « à la ferme » sont remplacés par les mots « dans l'enceinte des bâtiments de l'exploitation ».

Art. 10. À l'article R.198 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les agriculteurs qui détiennent des animaux d'élevage disposent d'une attestation de conformité des infrastructures de stockage des effluents d'élevage, ou ACISEE. L'ACISEE est délivrée par l'administration pour une durée de cinq ans et est renouvelable tous les cinq ans.

Elle atteste du respect des articles R. 194 à R. 197. Une seule ACISEE est délivrée par exploitation agricole couvrant, le cas échéant, plusieurs sites de production.

Le modèle, les modalités de demandes et le contenu de l'ACISEE sont fixés par le Directeur général de l'administration, après consultation des organisations professionnelles agricoles. » ;

2° le paragraphe 2 est abrogé ;

3° au paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'agriculteur demande le renouvellement de l'ACISEE, sur invitation de l'administration, tous les cinq ans au moins, ou à son initiative lorsqu'une des circonstances suivantes se produit :

1° les données de cheptel qui ont servi de base à la délivrance de l'ACISEE sont dépassées de plus de quinze pour cent pendant une période d'une année;

2° la capacité des infrastructures de stockage est modifiée ;

3° les infrastructures couvertes par l'ACISEE sont affectées de telle façon que l'étanchéité n'est plus garantie ;

4° les stabulations subissent une transformation influençant l'état de l'effluent produit ou abritent un autre type d'animal. » ;

4° l'article est complété par un paragraphe 5, rédigé comme suit :

« § 5. Les dérogations accordées en application des articles R. 194, § 7, R. 195, § 8, et R. 196, § 3, sont valables à partir de la visite de l'exploitation, dans le cadre de l'attestation émise en application de l'article R.198. Elles cessent lors du renouvellement de l'attestation, soit au terme de la durée de validité reprise à l'article R. 198, § 1^{er}, soit dans les cas de renouvellements requis en application de l'article R. 198, § 3. Les anciennes dérogations délivrées sans limite de date avant cette modification réglementaire se terminent également avec le terme de validité de l'attestation pour laquelle elles avaient été sollicitées. ».

Art. 11. À l'article R.199 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « exploitant agricole » sont remplacés par le mot « agriculteur » ;

(2) le mot « un contrat de location » est remplacé par les mots « une convention d'occupation précaire » ;

b) à l'alinéa 2 les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « le contrat » sont remplacés par les mots « la convention » ;

(2) le 1° est abrogé ;

(3) aux 2° et 3°, le mot « louée » est remplacé par les mots « faisant l'objet de la convention » ;

(4) au 4°, les mots « du contrat » sont remplacés par les mots « de la convention » ;

2° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions peut déterminer la forme de cette convention et fixer les modalités de mise en œuvre et de contrôle de la bonne exécution des conventions d'occupation précaire et des documents de suivi du stockage, après consultation des organisations professionnelles. ».

Art. 12. L'article R.199bis du même code, inséré par arrêté du 13 juin 2014, est remplacé par ce qui suit : « R.199bis. Les articles R.194 à R.198 ne s'appliquent pas aux exploitations qui produisent moins de cinq cents kilos d'azote par an. ».

Art. 13. À l'article R.200 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

- a) le mot « ordinaire » est ajouté après les mots « eau de surface » ;
- b) les mots « du bord supérieur » sont remplacés par les mots « de la crête » ;

2° au paragraphe 2 les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit : « 1° sur la partie de sol ou de parcelle devenue entièrement blanche consécutivement à une chute de neige, quelle que soit l'épaisseur de la couche de neige » ;

b) le 3° est remplacé par ce qui suit : « 3° sur une culture pure de légumineuses ou fabacées, hormis sur une culture pluriannuelle de légumineuses destinée au fourrage, où un apport annuel de maximum cent quinze kilos d'azote organique par hectare est autorisé ; » ;

c) le 4° est remplacé par ce qui suit : « 4° en zone d'aléa d'inondation élevé, en cas d'alerte de fortes pluies. » ;

3° l'article est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. L'épandage de fertilisants durant l'interculture précédant une culture de légumineuse est uniquement autorisé sur base d'un conseil de fertilisation établi au plus tôt un mois avant le semis de la légumineuse. Ce conseil de fertilisation est établi sur base de profils azotés et est avalisé par la structure d'encadrement en application de l'article R.229.

Toutefois, un apport de fertilisants organiques à action lente peut être effectué sans conseil de fertilisation, entre une culture récoltée avant le 31 août et une CIPAN précédant la culture de légumineuse.

Après une culture de légumineuse, l'épandage de fertilisant organique à action lente, sans conseil de fertilisation, est autorisé avant la CIPAN précédant une culture de printemps ou avant un colza d'hiver.

L'épandage de fertilisant est interdit entre une culture de légumineuse et une culture de céréale d'hiver, y compris lorsque cette céréale est précédée d'une CIPAN. Toutefois, dans ces situations culturales comprenant une culture de céréale d'hiver, l'épandage de fertilisant peut être autorisé sur base d'un conseil de fertilisation établi au plus tôt au 1^{er} février, sur base de profils azotés et avalisé par la structure d'encadrement en application de l'article R.229. ».

Art. 14. À l'article R.201 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Les parcelles qui présentent une pente non nulle sont réparties par l'administration en différentes classes de risque transfert latéral des nitrates. Les pratiques d'épandage autorisées en prairies et en terres arables sont définies en annexe XXIIbis. En classe de risque « Très élevé », l'interdiction de fertilisation au moyen de fertilisants minéraux est levée lorsque sont appliquées les mesures prévues par les articles 56 à 60 et l'article 62 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité, et par les arrêtés ministériels qui en découlent ».

Sur terre arable, un couvert végétal permanent non fertilisé est installé sur une bande de six mètres de large le long d'une eau de surface ordinaire.

Sur terre arable, l'épandage de fertilisants organiques rapides, de fumier mou et de fertilisants minéraux sur sol non couvert est suivi, le jour même de l'application, de l'incorporation au sol ou est effectué par injection, quel que soit le niveau de risque de transfert latéral des nitrates.

Un sol est considéré comme couvert si la culture en place a atteint le stade de développement suivant :

Culture	Stade
Céréale ou prairie temporaire	début tallage (stade 21 sur l'échelle BBCH)
Betterave	stade « 12 feuilles »
Colza	stade « rosette » (stade 20 sur l'échelle BBCH)
Maïs	au moins 9 feuilles étalées (stade 19 sur l'échelle BBCH)
Pomme de terre	au moins 10 feuilles étalées sur la tige principale (stade 110 sur l'échelle BBCH)

L'échelle BBCH est l'échelle destinée à identifier les stades de développement phénologique d'une plante, l'abréviation BBCH dérivant de l'expression allemande « Biologische Bundesanstalt, Bundessortenamt und Chemische Industrie ».

Un sol reverdi par les adventices après moisson n'est pas considéré comme un sol couvert. » ;

2° le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 15. À l'article R.203 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 septembre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 2, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Au sein du mélange composant la culture piège à nitrate, la somme des rapports entre la densité de semis de chaque légumineuse et sa densité en culture pure ne peut pas dépasser 0,5 et la somme des rapports entre la densité de semis de chaque non-légumineuse et sa densité en culture pure est supérieure à 0,5. En annexe XXIV, se trouve un tableau reprenant les densités de semis habituellement utilisées pour les diverses cultures pures. Pour les espèces qui ne se trouvent pas dans ce tableau, il convient de se référer à la structure d'encadrement visée à l'article 229. La culture intermédiaire piège à nitrate est implantée dès que possible après la récolte précédente, au plus tard le 15 septembre.

Elle recouvre le sol à concurrence de septante-cinq pour cent au moins à un moment donné de sa croissance, sauf dans le cas de circonstances météorologiques exceptionnelles. Elle ne peut pas être détruite avant le 16 novembre. » ;

2° le paragraphe 3 est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« En outre, en cas de circonstances météorologiques exceptionnelles, le ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions et le ministre de l'Agriculture peuvent, de commun accord, adapter les dates d'implantation et de destruction de la culture intermédiaire piège à nitrates, tout en conservant une période minimale d'implantation de deux mois. » ;

3° au paragraphe 4, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 2, le mot « inclus » est inséré entre les mots « 31 janvier » et les mots « , à concurrence » ;

b) les alinéas 4 à 6 sont abrogés.

Art. 16. Dans l'article R.208, § 1^{er}, du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, le mot « cinq » est remplacé par le mot « sept ».

Art. 17. Dans le même code, il est inséré un article R.208bis rédigé comme suit :

« R.208bis. Les fertilisations à l'aide de fertilisants qui ne sont pas comptabilisés dans le taux de liaison au sol, conformément à l'article R.210 sont consignées dans un registre, au plus tard sept jours après chaque fertilisation.

Ce registre est tenu à la disposition de l'administration. Il contient au moins les éléments suivants :

1° le type de fertilisant utilisé ;

2° le moment d'utilisation ;

3° la quantité utilisée ;

4° le lieu d'application.

Le contenu et le modèle du registre de fertilisation peuvent être déterminés par le ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions, après consultation des organisations professionnelles. ».

Art. 18. L'article R.209 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.209. § 1^{er}. Entre le 1^{er} février et le 31 mai inclus, une prairie permanente peut être détruite en vue d'implanter un nouveau couvert végétal.

Pendant les deux premières années suivant la destruction de la prairie, la superficie détruite est emblavée d'un couvert ou d'une succession de couverts dépourvus de culture légumière ou de couvert comportant des légumineuses. Durant la même période, l'épandage de fertilisants organiques est interdit sur la superficie concernée. L'épandage de fertilisant minéral est interdit sur la superficie concernée durant la première année suivant la destruction.

Dans le cas d'un couvert prairial, les légumineuses sont toutefois autorisées. De même, le maraîchage diversifié sur petites surfaces est autorisé sur maximum trois hectares, pour un agriculteur déclarant au maximum dix hectares de surface agricole dans sa demande unique.

La conversion d'une prairie permanente en terre arable sur les parcelles dont la classe de risque de transfert latéral des nitrates, visée à l'article R.201, est « Extrême » fait l'objet d'une demande préalable d'autorisation à l'administration, soumise à la structure d'encadrement définie à l'article R.229.

§ 2. Entre le 1^{er} juin et le 31 août inclus, une prairie permanente peut uniquement être détruite en vue d'implanter, dans le mois qui suit la destruction et au plus tard le 15 septembre, une nouvelle prairie permanente. Dans ce cas, la parcelle n'aura reçu aucun apport de fertilisant depuis trois mois avant la destruction jusqu'à dix-huit mois après la destruction.

§ 3. Entre le 1^{er} septembre et le 31 janvier inclus, seule une rénovation de prairie peut être effectuée à la suite de dégâts occasionnés par des animaux ou des phénomènes climatiques exceptionnels. ».

Art. 19. L'article R.210 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, est complété par un paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7. L'agriculteur peut introduire un recours administratif contre les notifications visées aux paragraphes 2 et 5. Le recours est traité conformément aux dispositions prévues aux articles D.17 et D.257 du Code wallon de l'Agriculture. ».

Art. 20. L'article R.211 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. R.211. § 1^{er}. Tout transfert de fertilisant organique à destination d'une exploitation agricole fait l'objet d'un contrat d'épandage ou d'un contrat de pâturage.

§ 2. Les contrats d'épandage portent sur une durée minimale d'un an mais ne peuvent pas avoir une validité supérieure à trois ans.

L'agriculteur peut conclure des contrats d'épandage avec des tiers pour autant que le taux de liaison au sol global de son exploitation, soit le LSG ou LS-Global, reste inférieur ou égal à l'unité.

Les contrats d'épandage comprennent au moins les éléments suivants :

1° l'engagement des contractants à respecter toutes les prescriptions les concernant en matière de gestion de l'azote ;

2° la nature de l'effluent, la quantité d'azote organique concernée par le contrat, et son équivalent en quantités de fertilisants organiques, la date d'entrée en vigueur et la durée du contrat.

§ 3. L'agriculteur peut conclure des contrats de pâturage avec des tiers pour autant que le taux de liaison au sol global de son exploitation, LSG ou LS-Global, reste inférieur ou égal à l'unité. Les contrats portent sur une durée de moins d'un an.

Les contrats de pâturage comprennent au moins les éléments suivants :

1° l'engagement des contractants à respecter toutes les prescriptions les concernant en matière de gestion de l'azote ;

2° les types et nombres d'animaux concernés, la date de début et la durée maximale du pâturage, la localisation des parcelles pâturées, la quantité maximale d'azote transférée.

§ 4. Lorsqu'un contrat d'épandage est conclu, un formulaire de suivi du transfert est complété à l'occasion de chaque transfert de fertilisants organiques en lien avec ce contrat d'épandage.

Le formulaire de suivi du transfert porte sur le transport d'un seul type de fertilisant ayant lieu le même jour à destination d'une seule personne physique ou morale.

Il reprend au minimum les indications suivantes :

- 1° les données permettant d'identifier le contrat sur la base duquel les transferts sont réalisés ;
- 2° la date du transfert ;
- 3° la nature de l'effluent et la quantité d'effluent qu'il est envisagé de transférer ;
- 4° la destination immédiate des effluents.

Après la réalisation du transfert, ce formulaire est complété afin d'y indiquer les quantités de fertilisant organique effectivement transférées.

§ 5. Les quantités échangées dans le cadre d'un contrat d'épandage sont déterminées sur base des données reprises dans le formulaire de suivi complété et transmis dans les délais définis par arrêté ministériel, conformément au paragraphe 7. En l'absence de notification dans les délais prescrits, le transfert est réputé non réalisé pour le cédant et est réputé réalisé pour le preneur.

§ 6. Les paragraphes 4 et 5 ne s'appliquent pas aux exploitations agricoles productrices d'azote cédantes dont le cheptel n'a jamais produit plus de deux mille cinq cents kilos d'azote. Dans ce cas, les quantités échangées sont déterminées sur la base du contrat d'épandage ou de pâturage.

§ 7. Le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions fixe les modalités de mise en œuvre, de transmission et de contrôle des contrats d'épandage et de pâturage et des formulaires de suivi, après consultation des organisations professionnelles agricoles. ».

Art. 21. À l'article R.214 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans le paragraphe 4, les mots « les plus récentes » sont remplacés, par les mots « de la campagne précédente » ;
- 2° l'article est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. L'agriculteur peut introduire un recours administratif contre la notification visée au paragraphe 4. Le recours est traité conformément aux dispositions prévues aux articles D.17 et D.257 du Code wallon de l'Agriculture. ».

Art. 22. Dans l'article R.215, § 2, du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, les mots « si le prélèvement de sol s'avère difficile sur une parcelle précédemment sélectionnée » sont remplacés par les mots « quand cela se justifie, sur décision de l'administration ».

Art. 23. À l'article R.216 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions peut fixer les critères de sélection des exploitations qui font l'objet d'un contrôle relatif à l'azote potentiellement lessivable, les conditions de prélèvement et de conditionnement des échantillons, ainsi que de leur analyse par un laboratoire agréé. » ;

- 2° dans le paragraphe 2, à l'alinéa 1^{er} les mots « avant le 1^{er} octobre de chaque année » sont déplacés entre les mots « communique » et « au laboratoire » ;

3° au paragraphe 5, l'alinéa 1^{er}, la phrase « Les résultats des analyses les plus favorables à l'agriculteur sont pris en compte par l'administration. » est remplacée par la phrase « Si plusieurs prélèvements supplémentaires ont été effectués sur une parcelle, la moyenne des résultats des analyses contradictoires sur cette parcelle sont pris en compte par l'administration. Sinon, les résultats des analyses les plus favorables à l'agriculteur sont pris en compte par l'administration. ».

Art. 24. À l'article R.220, § 3, du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « à l'administration par téléphone » sont remplacés par les mots « par téléphone à l'administration et à l'agriculteur » ;

- 2° le mot "inclus" est inséré entre les mots "30 novembre" et le mot "au minimum".

Art. 25. L'article R.221 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014 est abrogé.

Art. 26. Dans l'article R.222 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. En zone vulnérable, une culture intermédiaire piège à nitrate est implantée ou apparaît, pour le 15 septembre, sur une proportion d'au moins nonante pour cent des terres arables sur lesquelles la récolte a eu lieu avant le 1^{er} septembre et qui sont destinées à recevoir une culture implantée après le 1^{er} janvier de l'année suivante. Au sein du mélange composant la culture intermédiaire, la somme des rapports entre la densité de semis de chaque légumineuse et sa densité de semis en culture pure ne peut pas dépasser 0,5 et la somme des rapports entre la densité de semis de chaque non-légumineuse et sa densité en culture pure est supérieure à 0,5. En annexe XXIV figure un tableau qui reprend les densités de semis habituellement utilisées pour les diverses cultures pures. Pour les espèces qui ne se trouvent pas dans ce tableau, il convient de se référer à la structure d'encadrement visée à l'article 229. La culture intermédiaire piège à nitrate recouvre le sol à concurrence de septante-cinq pour cent au moins dès le 1^{er} novembre, sauf dans le cas de circonstances météorologiques exceptionnelles. ».

Art. 27. Dans l'article R.222bis du même code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. En zone vulnérable, pour le 1^{er} septembre, après toute culture de légumineuses récoltée avant le 15 août et suivie d'une culture de froment, est implantée une culture piège à nitrate. Au sein du mélange composant cette dernière, la somme des rapports entre la densité de semis de chaque légumineuse et sa densité de semis en culture pure

ne peut pas dépasser 0,5 et la somme des rapports entre la densité de semis de chaque non-légumineuse et sa densité en culture pure est supérieure à 0,5. En annexe XXIV figure un tableau reprenant les densités de semis habituellement utilisées pour les diverses cultures pures. Pour les espèces qui ne se trouvent pas dans ce tableau, il convient de se référer à la structure d'encadrement visée à l'article 229. Ce couvert peut être détruit à partir du 1^{er} octobre. ».

Art. 28. L'article R.224 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 13 juin 2014, est remplacé par ce qui suit :

« R.224. En zone vulnérable, les parcelles présentant une pente non nulle sont réparties par l'administration en différentes classes de risque de transfert latéral des nitrates. Les pratiques d'épandage autorisées en prairies et en terres arables autorisées sont définies en annexe XXII**bis**. En classe de risque « Très élevé », l'interdiction de fertilisation au moyen de fertilisants organiques à action rapide, de fumier mou ou de fertilisants minéraux est levée lorsque sont appliquées les mesures prévues par les articles 56 à 60 et l'article 62 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité, et par les arrêtés ministériels qui en découlent. ».

Art. 29. À l'article R.226 du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 2 est complété par la phrase suivante : « La durée de validité des bilans susmentionnés est de maximum trois ans. » ;

2° au paragraphe 4 les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « dont le siège d'exploitation est situé » sont remplacés par les mots « dont une unité d'exploitation est située » ;

b) le paragraphe est complété par la phrase : « La durée de validité des analyses susmentionnées est de maximum trois ans. » ;

3° au paragraphe 5 les mots « dont le siège d'exploitation est situé » sont remplacés par les mots « dont une unité de production est située ».

Art. 30. Dans l'article R.229, § 1^{er}, alinéa 3, du même code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2014, les mots « le siège d'exploitation est situé » sont remplacés par les mots « une unité de production est située ».

Art. 31. Dans le même code, il est inséré une annexe XXII**bis**, qui est jointe en annexe 1^{re} du présent arrêté.

Art. 32. Dans le même code, il est inséré une annexe XXIV, qui est jointe en annexe 2 du présent arrêté.

Art. 33. Le Ministre qui a la politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 23 février 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Annexe 1

**« Annexe XXIIbis à la partie réglementaire du Livre II du Code l'Environnement,
contenant le Code de l'eau**

Classes de risque de transfert latéral des nitrates et pratiques autorisées d'épandage

1.1 Règle générale

L'épandage de tout fertilisant est interdit en zone d'aléa d'inondation élevé en cas de risque de forte pluie.

L'aléa d'inondation est caractérisé par des valeurs résultant de la combinaison de

- la récurrence (période de retour ou occurrence) d'une inondation ou d'une pluie à l'origine d'un ruissellement et
- l'importance d'une inondation ou d'une pluie à l'origine d'un ruissellement (profondeur de submersion ou débit de pointe).

1.2 Prairie permanente et prairie temporaire de plus de deux ans

L'épandage en prairie permanente et en prairie temporaire de plus de deux ans doit respecter une bande de six mètres de large, non fertilisée, le long d'une eau de surface ordinaire, quel que soit le niveau de risque de transfert latéral des nitrates.

1.3 Terre arable et prairies temporaires de moins de deux ans

1.3.1 Principe général

L'épandage de fertilisants organiques rapides, de fumier mou et de fertilisants minéraux sur sol non couvert doit être suivi, dans la journée, de l'incorporation au sol, quel que soit le niveau de risque de lessivage des nitrates.

Un sol est considéré comme couvert si la culture en place a atteint le stade de développement suivant :

Culture	Stade
Céréale ou prairie temporaire	début tallage (stade 21 sur l'échelle BBCH)
Betterave	stade « 12 feuilles »
Colza	stade « rosette » (stade 20 sur l'échelle BBCH)
Maïs	au moins 9 feuilles étalées (stade 19 sur l'échelle BBCH)
Pomme de terre	au moins 10 feuilles étalées sur la tige principale (stade 110 sur l'échelle BBCH)

Un sol reverdi par les adventices après moisson, n'est pas considéré comme un sol couvert.

L'épandage de tout fertilisant respecte un couvert végétal permanent de 6 mètres de large, non fertilisée, le long d'une eau de surface ordinaire, quel que soit le niveau de sensibilité à l'érosion.

1.3.2 Hors zone vulnérable

Hors ZV	Très faible	Faible	Moyen	Elevé	Très élevé	Extrême
Fertilisants organiques lents	R en respectant un CVP (couvert végétal permanent) de 6 m de large, le long d'une eau de surface ordinaire			R en respectant un CVP de 6 m de large, le long d'une eau de surface ordinaire	R en respectant une bande de 9 m de large, le long d'une eau de surface ordinaire	Q
Fertilisants organiques rapides et fumier mou	R en incorporant au sol le jour-même si le sol n'est pas couvert et en respectant un CVP de 6 m de large, le long d'une eau de surface ordinaire			R en incorporant au sol le jour-même si le sol n'est pas couvert et en respectant un CVP de 6 m de large, le long d'une eau de surface ordinaire	R en incorporant au sol le jour-même si le sol n'est pas couvert et en respectant une bande de 9 m de large, le long d'une eau de surface ordinaire	Q
Engrais minéraux	R en incorporant au sol le jour-même si le sol n'est pas couvert et en respectant un CVP de 6 m de large, le long d'une eau de surface ordinaire			R en incorporant au sol le jour-même si le sol n'est pas couvert et en respectant une bande de 9 m de large, le long d'une eau de surface ordinaire	Q	Q

En classe de risque « Très élevé », l'interdiction de fertilisants minéraux est levée lorsque sont appliquées les mesures prévues par les articles 56 à 60 et l'article 62 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité, et par les arrêtés ministériels qui en découlent.

1.3.3 En zone vulnérable

En ZV	Très faible	Faible	Moyen	Elevé	Très élevé	Extrême
Fertilisants organiques lents	R en respectant un CVP de 6 m de large, le long d'une eau de surface ordinaire			R en respectant un CVP de 6 m de large, le long d'une eau de surface ordinaire	R en respectant une bande de 9 m de large, le long d'une eau de surface ordinaire	Q
Fertilisants organiques rapides et fumier mou	R en incorporant au sol le jour-même si le sol n'est pas couvert et en respectant un CVP de 6 m de large, le long d'une eau de surface ordinaire			R en incorporant au sol le jour-même si le sol n'est pas couvert et en respectant une bande de 9 m de large, le long d'une eau de surface ordinaire	Q	Q
Engrais minéraux	R en incorporant au sol le jour-même si le sol n'est pas couvert et en respectant un CVP de 6 m de large, le long d'une eau de surface ordinaire			R en incorporant au sol le jour-même si le sol n'est pas couvert et en respectant une bande de 9 m de large, le long d'une eau de surface ordinaire	Q	Q

En classe de risque « Très élevé », l'interdiction de fertilisation au moyen de fertilisants organiques à action rapide, de fumier mou ou de fertilisants minéraux est levée lorsque sont appliquées les mesures prévues par les articles 56 à 60 et l'article 62 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux notions communes aux interventions et aides de la politique agricole commune et à la conditionnalité, et par les arrêtés ministériels qui en découlent.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, modifiant le Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau en ce qui concerne la Gestion Durable de l'Azote en Agriculture.

Namur, le 23 février 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt,
de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe 2

**« Annexe XXIV à la partie réglementaire du Livre II du Code l'Environnement,
contenant le Code de l'eau**

Liste des densités de semis habituellement utilisées dans les cultures pures

Couvert	Type	kg/ha
Avoine brésilienne	Graminée	40
Avoine de printemps	Graminée	120
Avoine d'hiver	Graminée	120
Cameline	Crucifère	5
Colza fourrager	Crucifère	10
Fénu grec	Légumineuse	30
Féverole	Légumineuse	235
Gesse	Légumineuse	50
Lentille fourragère	Légumineuse	100
Lin	Linacée	40
Lotier Corniculé	Légumineuse	25
Luzerne Flamande	Légumineuse	25
Méililot	Légumineuse	25
Millet perlé	Graminée	25
Minette	Légumineuse	25
Moha fourrager	Graminée	25
Moutarde blanche	Crucifère	8
Moutarde brune	Crucifère	3
Moutarde d'Abyssinie	Crucifère	6
Niger	Composée	8
Phacélie	Hydrophyllacée	10
Pois fourrager	Légumineuse	100
Pois protéagineux	Légumineuse	200
Radis chinois	Crucifère	10
Radis fourrager	Crucifère	12
Ray-grass Italien	Graminée	20
Sainfoin (cosse)	Légumineuse	130
Sainfoin (décortiqué)	Légumineuse	40
Sarrasin	Polygonacée	40
Seigle forestier	Graminée	40
Seigle fourrager	Graminée	120
Sorgho fourrager	Graminée	25
Tournesol	Composée	50
Trèfle Blanc	Légumineuse	5
Trèfle d'Alexandrie	Légumineuse	25
Trèfle de Micheli	Légumineuse	10
Trèfle de perse	Légumineuse	20
Trèfle incarnat	Légumineuse	25
Trèfle violet	Légumineuse	25
Vesce commune	Légumineuse	50
Vesce pourpre	Légumineuse	55
Vesce velue	Légumineuse	35

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023, modifiant le Livre II du Code de l'environnement, contenant le Code de l'eau en ce qui concerne la Gestion Durable de l'Azote en Agriculture.

Namur, le 23 février 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt,
de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2023/41431]

23. FEBRUAR 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund von Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, Artikel D.6-1, eingefügt durch das Dekret vom 13. Oktober 2011, Artikel D.167 Absatz 1, Artikel D.177, zuletzt geändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, Artikel D.177*bis*, eingefügt durch das Dekret vom 6. Mai 2019;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet;

Aufgrund der am 30. Juni 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund der am 9. Februar 2023 abgegebenen Stellungnahme Nr. 20/2023 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund der am 14. Oktober 2022 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt";

Aufgrund des Berichts vom 26. Juni 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 22. Dezember 2022 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In der Erwägung, dass binnen dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass setzt die Richtlinie des Rates Nr. 91/676/EWG vom 12. Dezember 1991 zum Schutz der Gewässer vor Verunreinigung durch Nitrat aus landwirtschaftlichen Quellen teilweise um.

Art. 2 - Artikel R.188 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014, wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"2° "Verwaltung": der Öffentliche Dienst der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt;"

b) es wird eine Ziffer 2*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"2°*bis* "Landwirt": ein Landwirt im Sinne von Artikel D.3 Ziffer 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft;"

c) Ziffer 8 wird durch Folgendes ersetzt:

"8° "Kompost": Stoff, der durch einen kontrollierten aeroben biologischen Prozess der Zersetzung organischer Stoffe durch Mikro- und Makroorganismen gewonnen wird, ausgenommen kompostierter Mist im Sinne von Ziffer 10 Buchstabe i";

d) in Ziffer 9 wird nach der Wortfolge "Nitrat fixierende Zwischenkultur" die Wortfolge "oder NFZK" eingefügt;

e) es werden die Ziffern 9°*bis*, 9°*ter* und 9°*c* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

9°*bis* "Weißwasser": Abwasser aus der Reinigung der Melkgeräte und Vorrichtungen für die Milchlagerung;

9°*ter* "Grünwasser": Wasser, das bei der Reinigung der Melkplätze anfällt;

9°*quater* "Braunwasser": Abwasser, das aus nicht überdachten Lauf- oder Warte oder Fütterungsflächen abfließt, die von den Tieren regelmäßig verschmutzt werden;"

f) Ziffer 12 wird durch Folgendes ersetzt:

12° "landwirtschaftlicher Betrieb" oder "Betrieb": der Betrieb, wie er im Artikel D.3 Ziffer 15 des wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft festgelegt wird;"

g) die Ziffer 13 wird aufgehoben;

h) Ziffer 14 wird wie folgt abgeändert:

(1) in dem einleitenden Satz wird die Wortfolge "alle Stoffe, die eine oder mehrere Stickstoffverbindungen enthalten und zur Düngung von Pflanzen dienen" ersetzt durch die Wortfolge "eine Substanz, eine Mischung, ein Mikroorganismus oder andere Stoffe, die zum Zweck der Zufuhr von stickstoffhaltigen Nährstoffen für Pflanzen oder Pilze angewandt werden auf Pflanzen oder deren Rhizosphäre oder auf Pilze oder deren Mycosphäre, oder die für deren Anwendung oder dazu bestimmt sind, die Rhizosphäre oder die Mycosphäre als solche oder in Verbindung mit einem anderen Stoff zu bilden";

(2) In a) wird die Wortfolge "Anlage XXVIII*bis*" durch die Wortfolge "Anlage XXV" ersetzt;

i) es werden die Ziffern 20*bis* und 20°*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

20°*bis* "Grünland": Fläche, die zum Anbau von Gras oder anderer perennierender Grünfütterpflanzen genutzt wird oder zum Hochstamm-Obstanbau mit fünfzig bis zweihundertfünfzig Bäumen pro Hektar, mit Ausnahme von Ausläufen für Schweine und Geflügel; sollten keine anderen Angaben gemacht werden, umfasst der Begriff "Grünland" das gesamte Dauer- und Wechselgrünland;

20°*ter* "Wechselgrünland": Fläche, die zum Anbau von Gras oder anderer perennierender Grünfütterpflanzen genutzt wird, die Teil des Rotationssystems sind oder vor weniger als fünf Jahren Teil davon waren;"

j) eine Ziffer 22bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"22°bis "direkte Ableitung": alle Ableitungen, die vom Betriebsgelände oder vom Lagerplatz in die äußere Umgebung gelangen, ohne eine Vorrichtung zu durchlaufen, die die Ableitungen unschädlich macht;"

k) eine Ziffer 23°bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"23°bis "Lagerung auf einer durchlässigen Oberfläche": Lagerung für die Dauer von mehr als einer Woche auf einer durchlässigen Oberfläche;"

l) es werden die Ziffern 24°bis und 24°ter mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"24°bis "durchlässige Oberfläche": Teil eines Grundstücks, innerhalb dessen eine Flüssigkeit in den Boden versickern kann;

24°ter "Survey landwirtschaftliche Flächen": Netz repräsentativer Messstellen, mittels dessen jährliche Bezugswerte für den potentiell auswaschbaren Stickstoff festgelegt werden;"

Art. 3 - Artikel R.190 § 1 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° die Wortfolge "die in dem Gebiet der Wallonischen Region gelegen sind" wird ersetzt durch die Wortfolge "die mindestens eine in dem Gebiet der Wallonischen Region gelegene Produktionseinheit haben";

2° in der französischen Fassung wird das Wort "situées" durch das Wort "située" ersetzt.

Art. 4 - Artikel R.191 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 1 wird durch das Folgende ersetzt:

"§ 1. Jegliche direkte Einleitung von Düngemitteln und Sickersäften in ein Oberflächengewässer oder ein Grundwasser, in eine Wasserentnahmestelle, ein erlaubtes und erklärtes Piezometer oder eine öffentlichen Eintrittsstelle einer Kanalisation ist untersagt. » ;

2° Der Artikel wird durch einen Paragrafen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 3. Die Lagerung von Grünwasser und Braunwasser aus nicht überdachten Warte- und Fütterungsflächen sowie von Weißwasser, wenn dieses zusammen mit Gülle gelagert wird, unterliegt denselben Vorschriften wie die Lagerung von Tierzucht abwässern."

Art. 5 - Artikel R.192 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. R.192 - § 1. Die Lagerung von Mist und Kompost auf einer durchlässigen Oberfläche genügt folgenden Bedingungen:

1° der Mist wird in Übereinstimmung mit Artikel R.194 während eines Mindestzeitraums von drei Monaten zunächst auf einem Mistplatz gelagert, mit Ausnahme der in Anlage XXII genannten Mistsorten, die direkt auf einer durchlässigen Oberfläche gelagert werden können;

2° die Lagerung auf einer durchlässigen Oberfläche von Komposten, deren Trockengehalt weniger als 35 Prozent beträgt, ist untersagt;

3° die Lagerung von Kompost oder Mist auf einer durchlässigen Oberfläche ist in folgenden Fällen untersagt:

a) auf einer natürlichen Konzentrationsachse des Niederschlagswassers,

b) in einer Zone mit einer Überschwemmungsgefahr im Sinne von Artikel D.53-2 des Wassergesetzbuches;

c) in einem Abstand von weniger als zwanzig Metern zu einem gewöhnlichen Oberflächenwasser, einer Wasserentnahmestelle, einem erlaubten und erklärten Piezometer oder der Eintrittsstelle einer öffentlichen Kanalisation;

4° alle Lagerplätze für Mist müssen spätestens nach einem Zeitraum von neun Monaten geräumt werden; Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, kann diesen Zeitraum um einen Monat verlängern, wenn es sich um eine Lagerung in Form von Kompost handelt;

5° auf einer Fläche, auf der der Kompost oder der Mist seit weniger als einem Jahr entfernt worden ist, sowie in einer Entfernung von weniger als zehn Metern zu den äußeren Grenzen der vorherigen Lagereinrichtung ist die Lagerung von Kompost oder Mist untersagt.

§ 2. Die Lagerung von Mist kann ebenfalls auf einem wasserdichten, betonierten Mistplatz stattfinden, der mit einem wasserdichten Behälter ohne Überlauf für die Aufnahme und den Rückhalt der Sickersäfte ausgestattet ist, unter Einhaltung der Anforderungen nach Artikel R.194 Paragrafen 2 bis 8.

Die Lagerung von Kompost kann ebenfalls auf einem wasserdichten, betonierten Mistplatz stattfinden, der mit einem wasserdichten Behälter ohne Überlauf für die Aufnahme oder den Rückhalt der Sickersäfte ausgestattet ist, unter Einhaltung der Anforderungen nach Artikel R.194 §§ 2, 3, 5 und 6.

§ 3. Der Ort und das Datum der Lagerung von Kompost und Mist auf einer durchlässigen Oberfläche werden jährlich in ein Register eingetragen, das der Verwaltung vom Landwirt zur Verfügung gestellt wird. Der Inhalt und das Muster des Registers können nach Absprache mit den landwirtschaftlichen Berufsorganisationen vom Minister festgelegt werden, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört."

Art. 6 - Artikel R.193 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. R.193 - § 1. Bei der Lagerung auf einer durchlässigen Oberfläche von Geflügelausscheidungen sind folgende Bestimmungen einzuhalten:

1° die Lagerung von Geflügelausscheidungen auf einer durchlässigen Fläche, deren Trockengehalt weniger als fünfundsünfzig Prozent beträgt, ist untersagt;

2° die auf einer durchlässigen Oberfläche gelagerten Geflügelausscheidungen dürfen sich nicht an folgenden Orten befinden:

a) auf einer natürlichen Konzentrationsachse des Niederschlagswassers,

b) in einer Zone mit einer Überschwemmungsgefahr im Sinne von Artikel D.53-2 des Wassergesetzbuches;

c) in einem Abstand von weniger als zwanzig Metern zu einem gewöhnlichen Oberflächenwasser, einer Wasserentnahmestelle, einem Piezometer oder der Eintrittsstelle einer öffentlichen Kanalisation;

3° alle Lagerplätze für Geflügelmist müssen spätestens nach einem Zeitraum von sechs Monaten geräumt werden;

4° alle Lagerplätze für Geflügelkot müssen spätestens nach einem Zeitraum von einem Monat geräumt werden;

5° auf einer Fläche, auf welcher die Geflügelausscheidungen seit weniger als einem Jahr entfernt worden sind, sowie in einer Entfernung von weniger als zehn Metern zum äußeren Rand der vorherigen Lagereinrichtung ist die Lagerung von Geflügelausscheidungen untersagt.

§ 2. Die Lagerung von Geflügelausscheidungen kann auf einem wasserdichten, betonierten Platz stattfinden, der mit einem wasserdichten Behälter ohne Überlauf für die Aufnahme und den Rückhalt der Sickersäfte ausgestattet ist, unter Einhaltung der Anforderungen nach Artikel R.195 Paragraphen 2 bis 8.

§ 3. Der Ort und das Datum der Lagerung von Geflügelausscheidungen auf einer durchlässigen Oberfläche werden jährlich in ein Register eingetragen, das der Verwaltung vom Landwirt zur Verfügung gestellt wird. Der Inhalt und das Muster des Registers können nach Absprache mit den Berufsorganisationen vom Minister festgelegt werden, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört.“

Art. 7 - Artikel R.193bis desselben Gesetzbuchs, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird die Wortfolge "auf dem Feld" durch die Wortfolge "auf einer durchlässigen Oberfläche" ersetzt;

3° Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Der Ort und das Datum der Lagerung der festen Phase der Gülle auf einer durchlässigen Oberfläche werden jährlich in ein Register eingetragen, das der Verwaltung vom Landwirt zur Verfügung gestellt wird. Der Inhalt und das Muster des Registers können nach Absprache mit den Berufsorganisationen vom Minister festgelegt werden, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört.“

Art. 8 - Artikel R.194 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° in den Paragraphen 1 und 4 wird die Wortfolge "auf dem Bauernhof" jeweils ersetzt durch die Wortfolge "innerhalb der Betriebsgebäude“;

2° in Paragraph 5 wird das Wort "Mistlagerplätzen" ersetzt durch die Wortfolge "Mist- und Kompostlagerplätzen“.

Art. 9 - In Artikel R.195 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014, wird die Wortfolge "auf dem Bauernhof" ersetzt durch die Wortfolge "innerhalb der Betriebsgebäude“.

Art. 10 - Artikel R.198 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Die Landwirte, die Zuchttiere halten, verfügen über eine Konformitätsbescheinigung für die Einrichtungen zur Lagerung von Tierzucht abwässern, ACISEE-Bescheinigung genannt. Die ACISEE-Bescheinigung wird für eine Dauer von fünf Jahren von der Verwaltung ausgestellt und wird alle fünf Jahre erneuert.

Sie gilt als Bestätigung für die Einhaltung der Artikel R. 194 bis R. 197. Je landwirtschaftlichen Betrieb wird eine einzige ACISEE-Bescheinigung ausgestellt, die ggf. mehrere Produktionsstandorte deckt.

Das Muster, die Antragsmodalitäten und der Inhalt der ACISEE-Bescheinigung werden nach Absprache mit den landwirtschaftlichen Berufsorganisationen vom Generaldirektor der Verwaltung festgelegt.“;

2° Paragraph 2 wird aufgehoben;

3° in Paragraph 3 wird Absatz 1 durch das Folgende ersetzt:

Der Landwirt beantragt die Erneuerung der ACISEE-Bescheinigung auf Aufforderung der Verwaltung mindestens alle fünf Jahre oder auf eigene Initiative, wenn einer der folgenden Umstände eintritt:

1° die Angaben über den Viehbestand, die als Grundlage für die Ausstellung der ACISEE-Bescheinigung gedient haben, sind während eines Zeitraums von einem Jahr um mehr als fünfzehn Prozent überschritten worden;

2° die Kapazität der Lagereinrichtungen wird verändert;

3° die durch die ACISEE-Bescheinigung gedeckten Einrichtungen sind so beschädigt worden, dass die Wasserdichtheit nicht mehr gewährleistet wird;

4° es hat sich eine derartige Änderung in der Stallhaltung ereignet, dass der Zustand der Abwässer beeinflusst wurde, oder es wird dort eine andere Tierart gehalten.“;

4° Der Artikel wird durch einen Paragraphen 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 5. Die in Anwendung der Artikel R.194 § 7, R.195 § 8 und R.196 § 3 gewährten Ausnahmen gelten ab dem Besichtigung des Betriebs im Rahmen der gemäß Artikel R.198 ausgestellten Bescheinigung. Sie enden bei der Erneuerung der Bescheinigung, entweder nach Ablauf der in Artikel R. 198 § 1 genannten Gültigkeitsdauer oder in den Fällen der gemäß Artikel R. 198 § 3 erforderlichen Erneuerungen. Frühere Ausnahmen, die vor dieser Änderung der Vorschriften ohne zeitliche Begrenzung ausgestellt wurden, enden ebenfalls mit dem Ablauf der Gültigkeitsdauer der Bescheinigung, für die sie beantragt worden waren.“

Art. 11 - Artikel R.199 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "der landwirtschaftliche Betriebsinhaber" wird ersetzt durch die Wortfolge "der Landwirt“;

(2) das Wort "Mietvertrag" wird ersetzt durch die Wortfolge "Vertrag über die Belegung auf Widerruf“;

b) in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) in der französischen Fassung wird die Wortfolge "le contrat" ersetzt durch die Wortfolge "la convention“;

(2) Ziffer 1 wird aufgehoben;

(3) in den Ziffern 2 und 3 wird die Wortfolge " die gemietete Einrichtung" bzw. "der gemieteten Einrichtung" jeweils ersetzt durch die Wortfolge "die Einrichtung, die Gegenstand des Vertrags ist,";

(4) in Ziffer 4 der französischen Fassung wird die Wortfolge "du contrat" ersetzt durch die Wortfolge "de la convention";

2° Paragraf 2 wird durch Folgendes ersetzt:

§ 2. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, kann die Form dieses Vertrags sowie die Modalitäten zur Umsetzung und Überwachung der guten Durchführung der Verträge über die Belegung auf Widerruf und der Kontrolldokumente für die Lagerung bestimmen, nachdem er sich mit den Berufsorganisationen abgesprochen hat."

Art. 12 - Artikel R.199bis desselben Gesetzbuchs, eingefügt durch Erlass vom 13. Juni 2014, wird wie folgt ersetzt: "R.199bis. Die Artikel R.194 bis R.198 sind nicht anwendbar auf die Betriebe, die weniger als 500 kg Stickstoff pro Jahr erzeugen."

Art. 13 - Artikel R.200 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 1 wird wie folgt abgeändert:

a) vor dem Wort "Oberflächenwasser" wird das Wort "gewöhnlichen" eingefügt;

b) die Wortfolge "ab dem oberen Rand" wird ersetzt durch die Wortfolge "ab dem Uferkamm";

2° Paragraf 2 wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 1 wird ersetzt durch "1° auf einem Boden, der nach einem Schneefall völlig weiß geworden ist, unabhängig von der Dicke der Schneeschicht";

b) Ziffer 3 wird ersetzt durch "3° auf einer reinen Leguminosenkultur (Fabaceae), außer auf einer mehrjährigen Kultur von Leguminosen, die für Futterzwecke bestimmt ist, bei der eine jährliche Zufuhr von höchstens einhundertfünfzehn kg organischem Stickstoff pro Hektar zulässig ist;

c) Ziffer 4 wird ersetzt durch "4° in Gebieten mit hoher Überschwemmungsgefahr, bei Warnung vor starken Regenfällen.";

3° Der Artikel wird durch einen Paragrafen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

§ 3. Die Ausbringung von Düngemitteln während der Zwischenfrucht, die der Kultur von Leguminosen vorangeht, ist nur auf der Grundlage einer Düngeberatung zulässig, die frühestens einen Monat vor der Aussaat der Leguminosen erstellt wird. Diese Düngeberatung erfolgt auf der Grundlage von Stickstoffprofilen und wird durch die Begleitstruktur in Anwendung von Artikel R.229 bestätigt.

Allerdings darf zwischen einer vor dem 31. August geernteten Kultur und einer NFZK vor Kultur von Leguminosen eine Zufuhr von langsam wirkenden organischen Düngemitteln ohne Düngeberatung vorgenommen werden.

Nach der Kultur von Leguminosen ist die Ausbringung von langsam wirkendem organischem Dünger vor der NFZK, die einer Sommerkultur oder einem Winterraps vorausgeht, ohne Düngeberatung erlaubt.

Die Ausbringung von Düngemitteln zwischen einer Leguminosen- und einer Wintergetreidekultur ist verboten, auch wenn dem Getreide eine NFZK vorausgeht. In diesen Kultursituationen, die eine Wintergetreidekultur umfassen, kann die Ausbringung von Düngemitteln jedoch auf der Grundlage einer Düngeberatung genehmigt werden, die frühestens am 1. Februar auf der Grundlage von Stickstoffprofilen erstellt und von der Begleitstruktur gemäß Artikel R.229 bestätigt wird."

Art. 14 - Artikel R.201 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraf 2 wird durch Folgendes ersetzt:

§ 2. Parzellen mit einem Gefälle ungleich Null werden von der Verwaltung in verschiedene Risikoklassen der seitlichen Nitratübertragung eingeteilt. Die zulässigen Ausbringungspraktiken auf Grünland und auf Ackerland werden in Anhang XXIIbis festgelegt. In der Risikoklasse "Sehr hoch" wird das Verbot der Düngung mit mineralischen Düngemitteln aufgehoben, wenn die Maßnahmen gemäß Artikel 56 bis 60 und Artikel 62 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Begriffe für Interventionen und Beihilfen der gemeinsamen Agrarpolitik und die Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen (Cross-Compliance) und der sich daraus ergebenden Ministeriellen Erlasse angewendet werden".

Auf Ackerland wird auf einem sechs Meter breiten Streifen entlang eines gewöhnlichen Oberflächengewässers eine ständige ungedüngte Pflanzendecke angelegt werden.

Auf Ackerland erfolgt die Ausbringung von schnell wirkenden organischen Düngemitteln, von weichem Mist und von mineralischen Düngemitteln auf unbedecktem Boden mit anschließender Einarbeitung in den Boden am Tag der Ausbringung oder durch Injektion, unabhängig von der Höhe des Risikos einer seitlichen Nitratübertragung.

Ein Boden gilt als bedeckt, wenn die vorhandene Kultur das folgende Entwicklungsstadium erreicht hat:

Anbauarten	Stadium
Getreide oder Wechselgrünland	Beginn Bestockung (Stadium 21 auf der BBCH-Skala)
Rüben	"12 Blatt"-Stadium
Raps	"Rosetten"-Stadium (Stadium 20 auf der BBCH-Skala)
Mais	mindestens 9 entfaltete Blätter (Stadium 19 auf der BBCH-Skala)
Kartoffel	mindestens 10 entfaltete Blätter auf dem Hauptstamm (Stadium 110 auf der BBCH-Skala)

Die BBCH-Skala ist die Skala zur Identifizierung der phänologischen Entwicklungsstadien einer Pflanze, wobei die Abkürzung BBCH von dem deutschen Ausdruck "Biologische Bundesanstalt, Bundessortenamt und Chemische Industrie" abgeleitet ist.

Ein nach der Ernte von Unkräutern begrünter Boden gilt nicht als bedeckter Boden.";

2° Paragraf 3 wird aufgehoben.

Art. 15 - Artikel R.203 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. September 2022, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraf 2 wird Absatz 3 durch folgende Bestimmung ersetzt:

„Innerhalb der Mischung, aus der die Nitrat fixierende Kultur besteht, darf die Summe der Verhältnisse zwischen der Saatkichte jeder Leguminose und ihrer Saatkichte in Reinkultur nicht mehr als 0,5 betragen und die Summe der Verhältnisse zwischen der Saatkichte jeder Nicht-Leguminose und ihrer Saatkichte in Reinkultur beträgt mehr als 0,5. Anhang XXIV enthält eine Tabelle mit den üblichen Aussaatdichten für die verschiedenen Reinkulturen. Bei Arten, die nicht in dieser Tabelle aufgeführt sind, ist auf die in Artikel 229 genannte Begleitstruktur Bezug zu nehmen. Die Nitrat fixierende Zwischenkultur wird so bald wie möglich nach der vorhergehenden Ernte bis spätestens zum 15. September gepflanzt. Sie bedeckt den Boden zu einem bestimmten Zeitpunkt ihres Wachstums zu mindestens fünfundsiebzig Prozent, außer im Falle außergewöhnlicher Wetterbedingungen. Sie darf nicht vor dem 16. November entfernt werden.“;

2° Paragraf 3 wird durch einen Absatz 2 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Ferner können im Falle außergewöhnlicher Wetterbedingungen der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, und der Minister für Landwirtschaft im Einvernehmen die Daten für das Anlegen und die Vernichtung der Nitrat fixierenden Zwischenkultur anpassen, wobei jedoch eine Mindestanlegedauer von zwei Monaten beibehalten werden muss.“;

3° Paragraf 4 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 2 wird die zwischen die Wortfolge „31. Januar“ und das Wort „gestattet“ das Wort „einschließlich“ eingefügt;

b) die Absätze 4 bis 6 werden außer Kraft gesetzt.

Art. 16 - In Artikel R.208 § 1 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014, wird das Wort „fünf“ durch das Wort „sieben“ ersetzt.

Art. 17 - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel D.208bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„R.208bis - Die Düngungen mit Düngemitteln, die nicht gemäß Artikel R.210 auf den Anteil der Bodengebundenheit angerechnet werden, werden spätestens sieben Tage nach jeder Düngung in ein Register eingetragen.

Dieses Register wird zur Verfügung der Verwaltung gehalten. Es enthält mindestens folgende Elemente:

1° die Art des verwendeten Düngemittels,

2° den Zeitpunkt der Verwendung,

3° die benutzte Menge,

4° den Ort der Anwendung.

Der Inhalt und das Muster des Düngungsregisters können nach Absprache mit den landwirtschaftlichen Berufsorganisationen vom Minister festgelegt werden, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört.“.

Art. 18 - Artikel R.209 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. R.209 - § 1. Dauergrünland darf zwischen dem 1. Februar und dem 31. Mai einschließlich zerstört werden, um eine neue Pflanzendecke anzulegen.

In den ersten beiden Jahren nach der Zerstörung des Grünlands wird auf der zerstörten Fläche eine Pflanzendecke oder eine Folge von Pflanzendecken angelegt, die keine Gemüsekultur oder keine Decke mit Leguminosen enthalten. Während desselben Zeitraums ist das Ausbringen organischer Düngemittel auf der betroffenen Fläche untersagt. Das Ausbringen mineralischer Düngemittel ist auf der betroffenen Fläche während des ersten Jahres nach der Zerstörung untersagt.

Im Fall einer Pflanzendecke aus weidentypischen Pflanzen sind Leguminosen jedoch gestattet. Ebenso ist diversifizierter Gemüsebau auf kleinen Flächen auf maximal drei Hektar für einen Landwirt erlaubt, der in seinem Sammelantrag maximal zehn Hektar landwirtschaftliche Fläche angibt.

Die Umwandlung von Dauergrünland in Ackerland auf Parzellen, deren Risikoklasse der seitlichen Nitratübertragung gemäß Artikel R.201 „extrem“ ist, ist Gegenstand eines vorab bei der Verwaltung gestellten Erlaubnisanspruchs, der der in Artikel R.229 definierten Rahmenstruktur unterliegt.

§ 2. Zwischen dem 1. Juni und dem 31. August einschließlich darf Dauergrünland nur mit dem Ziel zerstört werden, innerhalb eines Monats nach der Zerstörung und spätestens bis zum 15. September neues Dauergrünland anzulegen. In diesem Fall wurde die Parzelle drei Monate vor der Vernichtung bis achtzehn Monate nach der Vernichtung nicht gedüngt.

§ 3. Zwischen dem 1. September und dem 31. Januar einschließlich darf nur eine Grünlanderneuerung aufgrund von Schäden durch Tiere oder außergewöhnliche Wetterereignisse durchgeführt werden.“.

Art. 19 - Artikel R.210 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014, wird durch einen Paragrafen 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„§ 7. Der Landwirt kann eine administrative Beschwerde gegen die in Paragraf 2 und 5 angeführten Mitteilungen einreichen. Die Beschwerde wird gemäß den Bestimmungen in Artikel D.17 und D.257 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft behandelt.“.

Art. 20 - Artikel R.211 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. R.211 - § 1. Jede Übergabe organischer Düngemittel an einen anderen landwirtschaftlichen Betrieb muss Gegenstand eines Ausbringungsvertrags oder eines Beweidungsvertrags sein.

§ 2. Die Ausbringungsverträge haben eine Mindestlaufzeit von einem Jahr, dürfen aber nicht länger als drei Jahre gültig sein.

Der Landwirt kann Ausbringungsverträge mit Drittpersonen abschließen, vorausgesetzt, dass der globale Anteil der Bodengebundenheit seines Betriebs (BGG oder BG-Global) kleiner oder gleich Eins bleibt.

Die Ausbringungsverträge umfassen mindestens folgende Angaben:

1° die Verpflichtung der Vertragsparteien, alle Vorschriften auf dem Gebiet der Verwaltung des Stickstoffs zu beachten;

2° die Art des Tierzuchtabwassers, die Menge des durch den Vertrag betroffenen organischen Stickstoffs und die entsprechende Menge organische Düngemittel, das Datum des Inkrafttretens und die Dauer des Vertrags;

§ 3. Der Landwirt kann Beweidungsverträge mit Drittpersonen abschließen, vorausgesetzt, dass der globale Anteil der Bodengebundenheit seines Betriebs (BGG oder BG-Global) kleiner oder gleich Eins bleibt. Die Verträge haben eine Mindestdauer von weniger als einem Jahr.

Die Beweidungsverträge umfassen mindestens folgende Angaben:

1° die Verpflichtung der Vertragsparteien, alle Vorschriften auf dem Gebiet der Verwaltung des Stickstoffs zu beachten;

2° die Arten und die Anzahl der betroffenen Tiere, das Datum des Beginns und die maximale Dauer der Beweidung, die Lage der beweideten Parzellen, die übertragene Höchstmenge an Stickstoff;

§ 4. Wenn ein Ausbringungsvertrag abgeschlossen wurde, wird bei jeder Übergabe von organischen Düngemitteln in Verbindung mit diesem Ausbringungsvertrag ein Kontrollformular für die Übergabe ausgefüllt.

Das Kontrollformular für die Übergabe betrifft den Transport einer einzigen Art Düngemittel zu einer einzigen natürlichen oder juristischen Person, der am selben Tag stattfindet.

Es umfasst mindestens folgende Angaben:

1° Angaben zur Identifizierung des Mietvertrags, auf dessen Grundlage die Verbringungen stattfinden,

2° das Datum der Verbringung,

3° die Art des Tierzuchtabwassers und die Menge, deren Verbringung beabsichtigt wird,

4° die unmittelbare Bestimmung der Tierzuchtabwässer.

Nach Abschluss der Verbringung wird dieses Formular ausgefüllt, um die effektiv verbrachten Mengen organischen Düngemittels anzugeben.

§ 5. Die im Rahmen eines Ausbringungsvertrages ausgetauschten Mengen werden anhand der Daten bestimmt, die in das ausgefüllte und innerhalb der durch Ministeriellen Erlass gemäß Paragraph 7 festgelegten Fristen übermittelte Kontrollformular aufgenommen wurden. Falls keine Notifizierung binnen der vorgeschriebenen Fristen vorliegt, gilt die Übergabe als nicht durchgeführt, was den Überlasser betrifft, und als durchgeführt, was den Übernehmer betrifft.

§ 6. Die Paragraphen 4 und 5 sind nicht auf die überlassenden landwirtschaftlichen Betriebe anwendbar, die Stickstoff erzeugen, und deren Viehbestand nie mehr als zweitausendfünfhundert kg Stickstoff erzeugt hat. In diesem Fall werden die ausgetauschten Mengen auf der Grundlage des Ausbringungsvertrags oder des Beweidungsvertrags bestimmt.

§ 7. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, bestimmt die Modalitäten zur Umsetzung, Übermittlung und Überwachung der Ausbringungs- und Beweidungsverträge und der Kontrollformulare, nachdem er sich mit den landwirtschaftlichen Berufsorganisationen abgesprochen hat.“.

Art. 21 - Artikel R.214 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 4 wird die Wortfolge "der letzten verfügbaren Daten" durch die Wortfolge "der Daten des vorigen Wirtschaftsjahres" ersetzt;

2° Der Artikel wird durch einen Paragraphen 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"§ 5. Der Landwirt kann eine administrative Beschwerde gegen die in Paragraph 4 angeführte Mitteilung einreichen. Die Beschwerde wird gemäß den Bestimmungen in Artikel D.17 und D.257 des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft behandelt.“.

Art. 22 - In Artikel R.215 § 2 desselben Gesetzbuches, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014, wird die Wortfolge "und die die Probesammlung ergänzen kann, falls die Entnahme einer Bodenprobe auf einer vorab ausgewählten Parzelle sich als schwierig herausstellt" ersetzt durch die Wortfolge "und die, wenn dies auf Beschluss der Verwaltung gerechtfertigt ist, die Probesammlung ergänzen kann“.

Art. 23 - Artikel R.216 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, kann die Kriterien für die Auswahl der Betriebe, die auf potenziell auswaschbaren Stickstoff kontrolliert werden, sowie die Bedingungen für die Entnahme und Verpackung der Proben und ihre Analyse durch ein zugelassenes Labor festlegen.“;

2° in Paragraph 2 Absatz 1 wird der Satz " Die Verwaltung übermittelt dem mit der Analyse beauftragten zugelassenen Labor die Angaben zu den ausgewählten landwirtschaftlichen Betrieben sowie die Lokalisierung der Parzellen, auf denen vor dem 1. Oktober eines jeden Jahres Proben zu entnehmen sind" ersetzt durch den Satz " Die Verwaltung übermittelt vor dem 1. Oktober eines jeden Jahres dem mit der Analyse beauftragten zugelassenen Labor die Angaben zu den ausgewählten landwirtschaftlichen Betrieben sowie die Lokalisierung der Parzellen, auf denen Proben zu entnehmen sind.“

3° in Paragraph 5 Absatz 1 wird der Satz "Die Verwaltung berücksichtigt die Ergebnisse der Analysen, die für den Landwirt am günstigsten sind.“ ersetzt durch den Satz "Wenn mehrere zusätzliche Probenahmen auf einer Parzelle durchgeführt wurden, so wird der Durchschnitt der Ergebnisse der Gegenanalysen auf dieser Parzelle von der Verwaltung berücksichtigt. Ansonsten berücksichtigt die Verwaltung die Ergebnisse der Analysen, die für den Landwirt am günstigsten sind.“.

Art. 24 - Artikel R.220 § 3 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° die Wortfolge "die Verwaltung per Telefon" wird ersetzt durch die Wortfolge "die Verwaltung und den Landwirt per Telefon“;

2° hinter die Wortfolge "30. November" wird das Wort "einschließlich eingefügt“.

Art. 25 - Artikel R.221 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014, wird aufgehoben.

Art. 26 - In Artikel R.222 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014, wird Paragraph 1 durch Folgendes ersetzt:

“§ 1. In gefährdetem Gebiet wird auf einem Anteil von mindestens neunzig Prozent des Ackerlands, das vor dem 1. September abgeerntet wurde und auf dem nach dem 1. Januar des folgenden Jahres eine Kultur angepflanzt werden soll für den 15. September eine Nitrat fixierenden Zwischenkultur gepflanzt oder sichtbar. Innerhalb der Mischung, aus der die Zwischenkultur besteht, darf die Summe der Verhältnisse zwischen der Saaddichte jeder Leguminose und ihrer Saaddichte in Reinkultur nicht mehr als 0,5 betragen und die Summe der Verhältnisse zwischen der Saaddichte jeder Nicht-Leguminose und ihrer Saaddichte in Reinkultur beträgt mehr als 0,5. Anhang XXIV enthält eine Tabelle mit den üblichen Aussaatdichten für die verschiedenen Reinkulturen. Bei Arten, die nicht in dieser Tabelle aufgeführt sind, ist auf die in Artikel 229 genannte Begleitstruktur Bezug zu nehmen. Die Nitrat fixierenden Zwischenkultur bedeckt den Boden ab dem 1. November zu mindestens fünfundsiebzig Prozent, außer im Falle außergewöhnlicher Wetterbedingungen.“.

Art. 27 - In Artikel R.222 desselben Gesetzbuchs, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014, wird Paragraph 1 durch Folgendes ersetzt:

“§ 1. In gefährdeten Gebieten wird für den 1. September nach jeder Kultur von Leguminosen, die vor dem 15. August geerntet wurde und auf die eine Weizenkultur folgt, eine Nitrat fixierende Kultur angelegt. Innerhalb der Mischung, aus der letztere besteht, darf die Summe der Verhältnisse zwischen der Saaddichte jeder Leguminose und ihrer Saaddichte in Reinkultur nicht mehr als 0,5 betragen und die Summe der Verhältnisse zwischen der Saaddichte jeder Nicht-Leguminose und ihrer Saaddichte in Reinkultur beträgt mehr als 0,5. Anhang XXIV enthält eine Tabelle mit den üblichen Aussaatdichten für die verschiedenen Reinkulturen. Bei Arten, die nicht in dieser Tabelle aufgeführt sind, ist auf die in Artikel 229 genannte Begleitstruktur Bezug zu nehmen. Diese Pflanzendecke darf ab dem 1. Oktober entfernt werden.“.

Art. 28 - Artikel R.224 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014, wird durch Folgendes ersetzt:

“R.224 - In gefährdeten Gebieten werden Parzellen mit einem Gefälle ungleich Null von der Verwaltung in verschiedene Klassen des Risikos der lateralen Nitratübertragung eingeteilt. Die zulässigen Ausbringungspraktiken auf Grünland und auf Ackerland werden in Anhang XXIIbis festgelegt. In der Risikoklasse “Sehr hoch“ wird das Verbot der Düngung mit schnell wirkenden organischen Düngemitteln, weichem Mist oder mineralischen Düngemitteln aufgehoben, wenn die Maßnahmen gemäß Artikel 56 bis 60 und Artikel 62 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Begriffe für Interventionen und Beihilfen der gemeinsamen Agrarpolitik und die Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen (Cross-Compliance) und der sich daraus ergebenden Ministeriellen Erlasse angewendet werden. ».

Art. 29 - Artikel R.226 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juni 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 Absatz 2 wird durch folgenden Satz ergänzt: “Die Gültigkeitsdauer der oben genannten Bilanzen beträgt maximal 3 Jahre.“;

2° Paragraph 4 wird wie folgt abgeändert:

a) die Wortfolge “deren Betriebssitz sich in der Wallonischen Region befindet“ wird ersetzt durch die Wortfolge “die eine Produktionseinheit in der Wallonischen Region besitzen“;

b) der Paragraph wird durch folgenden Satz ergänzt: “Die Gültigkeitsdauer der oben genannten Analysen beträgt maximal 3 Jahre.“;

3° in Paragraph 5 wird die Wortfolge “deren Betriebssitz sich in der Wallonischen Region befindet“ ersetzt durch die Wortfolge “die eine Produktionseinheit in der Wallonischen Region besitzen“;

Art. 30 - In Artikel R.229 § 1 Absatz 3 desselben Gesetzbuchs, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. März 2014, wird die Wortfolge “deren Betriebssitz sich in der Wallonischen Region befindet“ ersetzt durch die Wortfolge “die eine Produktionseinheit in der Wallonischen Region besitzen“.

Art. 31 - In dasselbe Gesetzbuch wird eine Anlage XXIIbis eingefügt, der dem vorliegenden Erlass als Anhang 1 beigefügt ist.

Art. 32 - In dasselbe Gesetzbuch wird eine Anlage XXIV eingefügt, der dem vorliegenden Erlass als Anhang 2 beigefügt ist.

Art. 33 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wasserpolitik gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Februar 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz
C. TELLIER

Anhang 1

Anlage XXIIbis zum verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet**Risikoklassen der seitlichen Nitratübertragung und zulässige Ausbringungspraktiken**

Allgemeine Regel

Die Ausbringung von jeglichen Düngemitteln in Gebieten mit hoher Überschwemmungsgefahr ist bei Warnung vor starken Regenfällen untersagt.

Die Überschwemmungsgefahr wird durch Werte charakterisiert, die sich aus der Kombination folgender Faktoren ergeben

- die Wiederkehr (Wiederkehrperiode oder Auftreten) einer Überschwemmung oder eines Regens, der zu einem Oberflächenabfluss führt, und
- Das Ausmaß einer Überschwemmung oder eines Regens, der zu einem Oberflächenabfluss führt (Überflutungstiefe oder Spitzenabfluss).

1.1 Dauergrünland und Wechselgrünland von mehr als 2 Jahren

Bei der Ausbringung auf Dauergrünland und Wechselgrünland von mehr als 2 Jahren muss ein 6 m breiter Streifen eingehalten werden, der nicht gedüngt wurde und sich entlang eines gewöhnlichen Oberflächengewässers befindet, unabhängig von der Höhe des Risikos einer lateralen Nitratübertragung.

1.2 Ackerland und Wechselgrünland von weniger als 2 Jahren

1.2.1 Allgemeiner Grundsatz

Auf die Ausbringung von schnell wirkenden organischen Düngemitteln, weichem Mist und mineralischen Düngemitteln auf unbedecktem Boden muss innerhalb eines Tages die Einarbeitung in den Boden erfolgen, unabhängig von der Höhe des Risikos einer Nitratauswaschung.

Ein Boden gilt als bedeckt, wenn die vorhandene Kultur das folgende Entwicklungsstadium erreicht hat:

Anbauarten	Stadium
Getreide oder Wechselgrünland	Beginn Bestockung (Stadium 21 auf der BBCH-Skala) "12 Blatt"-Stadium
Rüben	"Rosetten"-Stadium (Stadium 20 auf der BBCH-Skala)
Raps	mindestens 9 entfaltete Blätter (Stadium 19 auf der BBCH-Skala)
Mais	mindestens 10 entfaltete Blätter auf dem Hauptstamm (Stadium 10 auf der BBCH-Skala)
Kartoffel	mindestens 10 entfaltete Blätter auf dem Hauptstamm (Stadium 110 auf der BBCH-Skala)

Ein nach der Ernte von Unkräutern begrünter Boden gilt nicht als bedeckter Boden.

Bei der Ausbringung jeglicher Düngemittel wird eine 6 m breite, ungedüngte, ständige Pflanzendecke entlang eines gewöhnlichen Oberflächengewässers eingehalten, unabhängig vom Grad der Erosionsanfälligkeit.

1.2.2 Außerhalb der gefährdeten Gebiete (gG)

Außerhalb gG	Sehr schwach	Schwach	Mittel	Hoch	Sehr hoch	Extrem
Langsame organische Düngemittel	R unter Einhaltung einer ständigen Pflanzendecke mit einer Breite von 6 m entlang eines gewöhnlichen Oberflächengewässers			R unter Einhaltung einer ständigen Pflanzendecke mit einer Breite von 6 m entlang eines gewöhnlichen Oberflächengewässers	R unter Einhaltung eines Streifens mit einer Breite von 9 m entlang eines gewöhnlichen Oberflächengewässers	Q
Schnelle organische Düngemittel und weicher Mist	R durch Einarbeitung in den Boden am selben Tag, wenn der Boden nicht bedeckt ist, und unter Einhaltung einer ständigen Pflanzendecke mit einer Breite von 6 m entlang eines gewöhnlichen Oberflächengewässers			R durch Einarbeitung in den Boden am selben Tag, wenn der Boden nicht bedeckt ist, und unter Einhaltung einer ständigen Pflanzendecke mit einer Breite von 6 m entlang eines gewöhnlichen Oberflächengewässers	R durch Einarbeitung in den Boden am selben Tag, wenn der Boden nicht bedeckt ist, und unter Einhaltung eines Streifens mit einer Breite von 9 m entlang eines gewöhnlichen Oberflächengewässers	Q
Mineralische Düngemittel	R durch Einarbeitung in den Boden am selben Tag, wenn der Boden nicht bedeckt ist, und unter Einhaltung einer ständigen Pflanzendecke mit einer Breite von 6 m entlang eines gewöhnlichen Oberflächengewässers			R durch Einarbeitung in den Boden am selben Tag, wenn der Boden nicht bedeckt ist, und unter Einhaltung eines Streifens mit einer Breite von 9 m entlang eines gewöhnlichen Oberflächengewässers	Q	Q

In der Gefahrenklasse "Sehr hoch" wird das Verbot von mineralischen Düngemitteln aufgehoben, wenn die Maßnahmen gemäß Artikel 56 bis 60 und Artikel 62 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Begriffe für Interventionen und Beihilfen der gemeinsamen Agrarpolitik und die Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen (Cross-Compliance) und der sich daraus ergebenden Ministeriellen Erlasse angewendet werden.

1.2.3 Innerhalb der gefährdeten Gebiete (gG)

Innerhalb gG	Sehr schwach	Schwach	Mittel	Hoch	Sehr hoch	Extrem
Langsame organische Düngemittel	R unter Einhaltung einer ständigen Pflanzendecke mit einer Breite von 6 m entlang eines gewöhnlichen Oberflächengewässers			R unter Einhaltung einer ständigen Pflanzendecke mit einer Breite von 6 m entlang eines gewöhnlichen Oberflächengewässers	R unter Einhaltung eines Streifens mit einer Breite von 9 m entlang eines gewöhnlichen Oberflächengewässers	Q
Schnelle organische Düngemittel und weicher Mist	R durch Einarbeitung in den Boden am selben Tag, wenn der Boden nicht bedeckt ist, und unter Einhaltung einer ständigen Pflanzendecke mit einer Breite von 6 m entlang eines gewöhnlichen Oberflächengewässers			R durch Einarbeitung in den Boden am selben Tag, wenn der Boden nicht bedeckt ist, und unter Einhaltung einer ständigen Pflanzendecke mit einer Breite von 6 m entlang eines gewöhnlichen Oberflächengewässers	Q	Q
Mineralische Düngemittel	R durch Einarbeitung in den Boden am selben Tag, wenn der Boden nicht bedeckt ist, und unter Einhaltung einer ständigen Pflanzendecke mit einer Breite von 6 m entlang eines gewöhnlichen Oberflächengewässers			R durch Einarbeitung in den Boden am selben Tag, wenn der Boden nicht bedeckt ist, und unter Einhaltung eines Streifens mit einer Breite von 9 m entlang eines gewöhnlichen Oberflächengewässers	Q	Q

In der Risikoklasse "Sehr hoch" wird das Verbot der Düngung mit schnell wirkenden organischen Düngemitteln, weichem Mist oder mineralischen Düngemitteln aufgehoben, wenn die Maßnahmen gemäß Artikel 56 bis 60 und Artikel 62 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2023 betreffend die gemeinsamen Begriffe für Interventionen und Beihilfen der gemeinsamen Agrarpolitik und die Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen (Cross-Compliance) und der sich daraus ergebenden Ministeriellen Erlasse angewendet werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Februar 2023 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Februar 2023.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz,

C. TELLIER

Anhang 2

**"Anlage XXIV zum verordnungsrechtlichen Teil des Buches II des Umweltgesetzbuches,
welches das Wassergesetzbuch bildet****Liste der Saatkulturen, die gewöhnlich bei reinen Kulturen verwendet werden**

Pflanzendecke	Art	kg/ha
Sandhafer	Gras	40
Sommerhafer	Gras	120
Winterhafer	Gras	120
Leindotter	Kreuzblütler	5
Futerraps	Kreuzblütler	10
Bockshornklee	Leguminose	30
Ackerbohne	Leguminose	235
Platterbse	Leguminose	50
Schwarzwerdende Linse	Leguminose	100
Lein	Leingewächs	40
Hornschotenklee	Leguminose	25
Luzerne	Leguminose	25
Steinklee	Leguminose	25
Perlhirse	Gras	25
Gelbklee	Leguminose	25
Italienische Borstenhirse	Gras	25
Weißer Senf	Kreuzblütler	8
Brauner Senf	Kreuzblütler	3
Abessinischer Senf	Kreuzblütler	6
Gingellikraut	Korbblütler	8
Phazelle	Wasserblattgewächse	10
Futtererbse	Leguminose	100
Eiweißerbse	Leguminose	200
Winter-Rettich	Kreuzblütler	10
Öl-Rettich	Kreuzblütler	12
Italienisches Weidelgras	Gras	20
Espalette (Hülse)	Leguminose	130
Espalette (enthülst)	Leguminose	40
Buchweizen	Knöterichgewächs	40
Johannisroggen	Gras	40
Futterroggen	Gras	120
Futtersorghum	Gras	25
Sonnenblume	Korbblütler	50
Weißklee	Leguminose	5
Alexandrinerklee	Leguminose	25
Michelis-Klee	Leguminose	10
Perserklee	Leguminose	20
Inkarnatklee	Leguminose	25

Rotklee	Leguminose	25
Gemeine Wicke	Leguminose	50
Purpur-Wicke	Leguminose	55
Zottelwicke	Leguminose	35

».

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Februar 2023 zur Abänderung des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, was die nachhaltige Verwaltung des Stickstoffs in der Landwirtschaft betrifft, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 23. Februar 2023.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz,

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2023/41431]

23 FEBRUARI 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het reglementair gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw

De Waalse Regering,

Gelet op Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, artikel D.6-1, ingevoegd bij het decreet van 13 oktober 2011, artikel D.167, eerste lid, artikel D.177, laatstelijk gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, artikel D.177bis, ingevoegd bij het decreet van 6 mei 2019;

Gelet op het reglementair gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 juni 2022;

Gelet op advies nr.20/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 9 februari 2023 ;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep "Leefmilieu", gegeven op 14 oktober 2022;

Gelet op het rapport van 26 juni 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 22 december 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn 91/676/EEG van de Raad van 12 december 1991 betreffende de bescherming van water tegen de verontreiniging door nitraten uit agrarische bronnen wordt bij dit besluit gedeeltelijk omgezet.

Art. 2. In artikel R.188 van het reglementair gedeelte van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 2° wordt vervangen als volgt :

"2° *Administratie: de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu;*";

b) er wordt een punt 2°bis ingevoegd, luidend als volgt:

"2°bis *"landbouwer"* : landbouwer in de zin van artikel D.3, 4°, van het Waals Landbouwwetboek;"

c) punt 8° wordt vervangen als volgt:

"8° *"compost"* : de stof verkregen door een gecontroleerd aerob biologisch proces van ontbinding van organisch materiaal door micro- en macro-organismen, met uitzondering van de gecomposteerde mest in de zin van 10°, i)";

d) in 9° worden de woorden "of CIPAN" ingevoegd na de woorden "nitraat vasthoudend tussengewas";

e) er worden de punten 9°bis, 9°ter en 9°quater ingevoegd, luidend als volgt:

9°bis *"Wit water"*: water afkomstig van de reiniging van het melkmateriaal en de melkopslagapparatuur;

9°ter *"Groen water"*: water uit de schoonmaak van mobiele melkstallen;

9° *"bruin water"*: water uit niet-overdekte, regelmatig door dieren bevuilde zones waar deze rondlopen, zich voeden of op verdere behandeling wachten.

f) punt 12° wordt vervangen als volgt:

"12° *"landbouwbedrijf"* of *"bedrijf"*: het bedrijf zoals bedoeld in artikel D.3, 15°, van het Landbouwwetboek;"

g) punt 13° wordt opgeheven;

h) in 14° worden de volgende wijzigingen aangebracht :

(1) in de inleidende zin worden de woorden "elke stof die één of meer stikstofverbindingen inhoudt en bestemd is voor de bemesting van de gewassen" vervangen door de woorden "een stof, mengsel, micro-organisme of elk ander stof dat wordt toegepast of bestemd is om te worden toegepast op planten of hun rhizosfeer of op schimmels of hun mycosfeer, of bestemd is om de rhizosfeer of de mycosfeer te vormen, alleen of in combinatie met een ander stof, teneinde planten of schimmels van voedingsstoffen te voorzien";

(2) in a) worden de woorden "bijlage XXVIIIbis" vervangen door de woorden "bijlage XXV";

i) er worden de punten 20°bis en 20°ter ingevoegd, luidend als volgt:

"20°bis *"weiland"*: grond met een vegetatie van gras of andere overblijvende kruidachtige voedergewassen of voor de productie van hoogstammige fruitbomen van vijftig tot tweehonderdvijftig bomen per hectare met uitzondering van weiden voor varkens en pluimvee; zonder verdere specificatie verwijst de term weiland naar alle permanente en tijdelijke weilanden ;";

20°ter *"tijdelijk weiland"*: grond met een vegetatie van grassen of andere overblijvende kruidachtige voedergewassen die nu of die minder dan vijf jaar geleden onderdeel zijn of waren van het rotatiesysteem;"

j) er wordt een punt 22°bis ingevoegd, luidend als volgt :

"22°bis *directe lozing"*: alle lozingen die vanuit de exploitatie- of opslaglocatie in het externe milieu terecht komen zonder dat zij door een inrichting gaan die de lozing onschadelijk maakt;"

k) er wordt een punt 23^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

“23^{bis} “opslag op een waterdoorlatend oppervlak”: het opslaan gedurende meer dan een week op een waterdoorlatend oppervlak;”;

l) er worden de punten 24^{bis} en een 24^{ter} ingevoegd, luidend als volgt:

“24^o “waterdoorlatend oppervlak”: gedeelte van een terrein waarop een vloeistof waarschijnlijk in de bodem kan insijpelen;

24^{ter} “survey landbouwarealen”: netwerk van representatieve punten waarmee jaarlijkse referentiewaarden worden vastgesteld voor potentieel uitspoelbare stikstof”;

Art. 3. In artikel R.190, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

de woorden “op de bedrijven die op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd zijn” worden vervangen door de woorden “op de bedrijven waarvan minstens één productie-eenheid op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigd is”;

Art. 4. In artikel R.191 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

“§ 1. Elke rechtstreekse lozing van meststoffen en afvloeisel in oppervlaktewater of grondwater, in een aansluitpunt voor waterwinning, in een gemachtigde piëzometer of in een inlaat voor een riool is verboden.”;

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

“§ 3. Voor de opslag van groen en bruin water van onoverdekte wacht- en voederplaatsen, alsmede van wit water wanneer dit samen met mest wordt opgeslagen, gelden dezelfde regels als voor de opslag van dierlijk afvalwater.”.

Art. 5. Artikel R.192 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, wordt vervangen als volgt:

“Art. R.192. § 1. De opslag van dierlijke mest en compost op een waterdoorlatend oppervlak voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° met uitzondering van de mest waarvan in bijlage XXII vermeld is dat hij rechtstreeks op een waterdoorlatend oppervlak opgeslagen kan worden, wordt mest eerst gedurende een periode van minstens drie maanden op de mestvaalt opgeslagen, overeenkomstig artikel R. 194 ;

2° de opslag op een waterdoorlatend oppervlak van compost die gekenmerkt is door een gehalte aan droge stoffen dat lager is dan 35 %, is verboden;

3° op een waterdoorlatend oppervlak mag geen compost of mest opgeslagen worden :

a) op de natuurlijke lijn waarlangs water afloopt;

b) in gebieden met overstromingsrisico zoals bedoeld bij artikel D.53-2 van het Waterwetboek;

c) op minder dan 20 meter van gewoon oppervlaktewater, een aansluitpunt voor waterwinning, een gemachtigde piëzometer of een inlaat van een riolering;

4° elke opslagplaats voor mest wordt ontruimd na afloop van een periode van maximum negen maanden. De Minister bevoegd voor het waterbeleid kan deze termijn met een maand verlengen in geval van opslag in de vorm van compost;

5° de opslag van compost of mest is verboden op een oppervlakte die sinds minder dan één jaar is ontruimd en op minder dan 10 meter van de uiterste limiet van de vorige oppervlakte.

§ 2. Dierlijke mest kan eveneens worden opgeslagen op een waterdichte betonnen mestvaalt uitgerust met een waterdichte opslagtank zonder overlooppijp, bestemd voor het opvangen of het tegenhouden van afvloeisel, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel R.194, §§ 2 tot 8.

Compost kan ook opgeslagen worden op een waterdichte betonnen mestvaalt uitgerust met een waterdichte opslagtank zonder overlooppijp, bestemd voor het opvangen of het tegenhouden van afvloeisel, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel R.194, §§ 2, 3, 5 en 6.

§ 3. De ligging en de datum van compost- of mestopslag op een waterdoorlatend oppervlak wordt jaarlijks opgetekend in een register dat door de landbouwer ter beschikking van de administratie wordt gehouden. De inhoud en het model van het register kunnen door de voor het waterbeleid bevoegde Minister worden vastgesteld na overleg met de beroepsorganisaties in de landbouwsector.”.

Art. 6. Artikel R.193 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, wordt vervangen als volgt:

“Art. R.193. § 1. De opslag van aalt van pluimvee op een waterdoorlatend oppervlak voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° de opslag op een waterdoorlatend oppervlak van aalt van pluimvee die gekenmerkt is door een gehalte aan droge stoffen dat lager is dan 55 %, is verboden;

2° op een waterdoorlatend oppervlak mag geen aalt van pluimvee opgeslagen worden :

a) op de natuurlijke lijn waarlangs water afloopt;

b) in gebieden met overstromingsrisico zoals bedoeld bij artikel D.53-2 van het Waterwetboek;

c) op minder dan 20 meter van gewoon oppervlaktewater, een aansluitpunt voor waterwinning, een gemachtigde piëzometer of een inlaat van een riolering;

3° elke opslagplaats voor aalt van pluimvee wordt ontruimd na afloop van een periode van maximum zes maanden;

4° elke opslagplaats voor aalt van pluimvee wordt ontruimd na afloop van een periode van maximum één maand;

5° de opslag van aalt van pluimvee is verboden op een oppervlakte die sinds minder dan één jaar is geruimd, en op minder dan tien meter van de uiterste limiet van bedoelde oppervlakte;

§ 2. Aalt van pluimvee kan ook opgeslagen worden op een waterdichte betonnen mestvaalt uitgerust met een waterdichte opslagtank zonder overlooppijp, bestemd voor het opvangen en het tegenhouden van afvloeisel, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel R.195, §§ 2 tot 8.

§ 3. De ligging en de datum van opslag van pluimveemest op een waterdoorlatend oppervlak wordt jaarlijks opgetekend in een register dat door de landbouwer ter beschikking van de administratie wordt gehouden. De inhoud en het model van het register kunnen door de voor het waterbeleid bevoegde Minister worden vastgesteld na overleg met de beroepsorganisaties.”.

Art. 7. In artikel R.193bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “op het veld” vervangen door de woorden “op een waterdoorlatend oppervlak”;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt:

“§ 2. De ligging en de datum van opslag van de vaste fase van de aalt op een waterdoorlatend oppervlak wordt jaarlijks opgetekend in een register dat door de landbouwer ter beschikking van de administratie wordt gehouden. De inhoud en het model van het register kunnen door de voor het waterbeleid bevoegde Minister worden vastgesteld na overleg met de beroepsorganisaties.”.

Art. 8. In artikel R.194 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de §§ 1 en 4 worden de woorden “op de hoeve” telkens vervangen door de woorden “binnen de gebouwen van het bedrijf”;

2° in paragraaf 5 wordt het woord “mestopslagplaatsen” vervangen door de woorden “mest- en compostopslagplaatsen”.

Art. 9. In artikel R.195 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, worden de woorden “op de hoeve” telkens vervangen door de woorden “binnen de gebouwen van het bedrijf”.

Art. 10. In artikel R.198 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

“§ 1. Landbouwers die fokdieren houden, beschikken over een conformiteitsattest voor de opslagaccommodatie voor dierlijke mest, met name het “ACISEE”. Het “ACISEE” wordt door de administratie afgeleverd voor een periode van vijf jaar en kan om de vijf jaar worden verlengd.

Het toont aan dat de artikelen R.194 tot R.197 in acht worden genomen. Er wordt één “ACISEE” afgeleverd per landbouwbedrijf dat, desgevallend, verschillende productielocaties dekt..

Het model, de nadere aanvraagregels en de inhoud van het “ACISEE” worden door de directeur-generaal van de administratie bepaald, na raadpleging van de beroepsorganisaties voor landbouw.”;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven ;

3° in paragraaf 3 wordt het tweede lid vervangen als volgt:

“De landbouwer vraagt de hernieuwing van het “ACISEE” aan op verzoek van de administratie, minstens om de vijf jaar, of op eigen initiatief wanneer één van de volgende gevallen zich voordoet :

1° de gegevens betreffende de veestapel op grond waarvan het “ACISEE” afgeleverd werd zijn voor 15 percent niet meer geldig over een periode van één jaar ;

2° de capaciteit van de opslagaccommodatie is beperkt;

3° de door het “ACISEE” gedekte accommodatie is zodanig beschadigd dat de dichtheid niet meer gegarandeerd wordt ;

4° de stallingen ondergaan een verbouwing die de staat van de voortgebrachte mest beïnvloedt of huisvesten een ander soort dieren.”;

4° artikel 5 wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

“§ 5. De krachtens de artikelen R. 194, § 7, R. 195, § 8, en R. 196, § 3, verleende afwijkingen zijn geldig vanaf het bezoek aan het bedrijf, in het kader van het krachtens artikel R. 198 afgegeven attest. Zij eindigen met de verlenging van het certificaat, hetzij aan het einde van de geldigheidsduur bepaald in artikel R. 198, § 1, hetzij in het geval van verlengingen die vereist zijn in toepassing van artikel R. 198, § 3. De oude afwijkingen die vóór deze wijziging van de regelgeving zonder tijdslimiet werden toegekend, eindigen eveneens met het einde van de geldigheidsduur van het attest waarvoor zij werden aangevraagd.”.

Art. 11. In artikel R.199 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) het woord “landbouwexploitant” wordt vervangen door het woord “landbouwer”;

(2) de woorden “een overeenkomst sluiten met een derde voor de verhuring van” vervangen door de woorden “een overeenkomst sluiten met een derde voor preciaire bewoning van”;

b) in lid 2 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) in de Franse versie worden de woorden “le contrat” vervangen door de woorden “la convention”;

(2) punt 1° wordt opgeheven;

(3) in 2° worden de woorden “de accomodatie voldoet” vervangen door de woorden “de accommodatie die het voorwerp uitmaakt van de overeenkomst, voldoet” en in 3° worden de woorden “de verhuurde accomodatie” vervangen door de woorden “de accommodatie die het voorwerp uitmaakt van de overeenkomst,”;

(4) in de Franse versie worden de woorden “du contrat” vervangen door de woorden “ de la convention”;

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

“§ 2. De Minister bevoegd voor het waterbeleid bepaalt de vorm van die overeenkomst alsook de modaliteiten voor de uitvoering van en de controle op de overeenkomsten voor preciaire bewoning en van de documenten voor de opvolging van de opslag, na raadpleging van de professionele landbouworganisaties.”.

Art. 12. In artikel R.199*bis* van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, wordt paragraaf 1 vervangen als volgt: “R. 199*bis*. De artikelen R.194 tot R.198 zijn niet van toepassing op de bedrijven die minder dan 500 kg stikstof per jaar voortbrengen.”.

Art. 13. In artikel R.200 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2014 juni , worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) het woord “gewoon” wordt toegevoegd vóór het woord “oppervlaktewater”;

b) de woorden “vanaf de hoge oever” worden vervangen door de woorden “vanaf de oeverrug”;

2° in paragraaf worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) punt 1° wordt vervangen als volgt : “1° op het gedeelte van de grond of het perceel dat volledig wit is geworden na sneeuwval, ongeacht de dikte van de sneeuwlaag”;

b) punt 3° wordt vervangen als volgt: “3° op zuivere peulgewassen of fabaceae, buiten een akker aangelegd met meerjarige peulgewassen als veevoeder, waarbij een jaarlijkse inbreng van maximum 115 kg organische stikstof per hectare toegelaten is;”;

c) punt 4° wordt vervangen als volgt: “4° in een gebied met hoog overstromingsrisico, in geval van een waarschuwing voor zware regenval.”;

3° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt:

“§ 3. Het spreiden van meststoffen in het tussenseizoen voorafgaande aan het inzaaien van peulgewassen wordt enkel toegelaten op basis van een bemestingsadvies opgesteld ten vroegste één maand voor het inzaaien van het gewas. Bedoeld bemestingsadvies wordt opgesteld op grond van stikstofprofielen en wordt bekrachtigd door de begeleidingsstructuur overeenkomstig artikel R.229.

Het aanbrengen van traag inwerkende organische meststoffen kan evenwel zonder bemestingsadvies worden verricht, tussen een gewas dat voor 31 augustus wordt geoogst en een nitraat vasthoudend tussengewas dat voorafgaat aan de teelt van een peulgewas.

Na het teelten van een peulgewas wordt de spreiding van een traag inwerkende organieke meststof zonder bemestingsadvies toegelaten voor een nitraat vasthoudend tussengewas dat voorafgaat aan een lentegewas of aan winterkoolzaad.

Het spreiden van meststoffen is verboden tussen een teelt van peulgewassen en een teelt van wintergraan, ook als laatstgenoemde teelt wordt voorafgegaan door een nitraat vasthoudend gewas. In deze teeltsituaties waarbij de teelt van een wintergraangewas betrokken is kan het spreiden van een meststof evenwel worden toegelaten op grond van een ten vroegste op 1 februari vastgesteld bemestingsadvies op grond van stikstofprofielen en bekrachtigd door de begeleidingsstructuur overeenkomstig artikel R.229.”.

Art. 14. In artikel R.201 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

§ 2. De percelen die een hellingsgraad vertonen die niet nul is, worden door de administratie onderverdeeld in verschillende risicoklassen inzake het wegspoelen van nitraten. De toegelaten spreidingspraktijken op grasland en op akkerland in bijlage XXII*bis* omschreven. In de risicoklasse “zeer hoog” wordt het verbod op bemesting met minerale meststoffen opgeheven wanneer de maatregelen bedoeld in de artikelen 56 tot en met 60 en artikel 62 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de randvoorwaarden, en in de daaruit voortvloeiende ministeriële besluiten, worden toegepast.

Op akkerland wordt een onbemest niet-permanent plantendek aangelegd op een 6m brede strook langs een gewoon oppervlaktewater.

Op akkerland wordt het spreiden van snelle organieke meststoffen, zachte mest en minerale meststoffen op niet-gedekte bodem op de dag van toepassing gevolgd door de inwerking in de bodem of door injectie uitgevoerd, ongeacht het risiconiveau inzake wegspoelen van nitraten.

Bodem wordt als bedekt beschouwd als de aanwezige teelt volgend ontwikkelingsstadium heeft bereikt:

Gewas	Stadium
Graangewas of tijdelijk weiland	aanvang uitstoelen (stadium 21 op BBCH-schaal)
Bieten	stadium “12 bladen”
Koolzaad	stadium “frezen” (stadium 20 op BBCH-schaal)
Maïs:	minstens 9 opgevouwen bladen (stadium 19 op BBCH-schaal)
Aardappel	minstens 10 opgevouwen bladen hoofdstam (stadium 110 op BBCH-schaal)

De BBCH-schaal is de schaal voor het bepalen van de fenologische ontwikkelingsstadia van een plant; de afkorting BBCH is afgeleid van de Duitse uitdrukking “Biologische Bundesanstalt, Bundessortenamt und Chemische Industrie”.

Een na de oogst door onkruid ingenomen bodem wordt niet als een bedekte bodem beschouwd.”;

2° paragraaf 3 wordt opgeheven.

Art. 15. In artikel R.203 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 september 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 wordt het derde lid vervangen als volgt :

“In het mengsel dat het nitraat vasthoudend gewas vormt, mag de som van de verhoudingen tussen de dichtheid van het inzaaien van elke niet-vlinderbloemige soort en de zaaidichtheid ervan in pure teelt 0.5 niet overschrijden. In bijlage XXIV staat een tabel vermeld met elke zaaidichtheid die doorgaans wordt gebruikt voor de verscheidene zuivere teelten. Voor de soorten die niet in deze tabel zijn opgenomen wordt doorverwezen naar de begeleidingsstructuur bedoeld in artikel 229. Het nitraat vasthoudend tussengewas wordt zo snel mogelijk aangeplant na de vorige oogst, uiterlijk op 15 september, en bedekt de bodem tegen minstens 75% op een bepaald ogenblik van de groei, behoudens bij uitzonderlijke weersomstandigheden. Het mag niet worden vernietigd voor 16 november.<0}

2° paragraaf 3 wordt aangevuld met een tweede lid luidend als volgt:

“Daarnaast kunnen de Minister bevoegd voor waterbeleid en de Minister van Landbouw bij uitzonderlijke weersomstandigheden in onderlinge overeenstemming de datums aanpassen voor het inzaaien en het vernietigen van het nitraat vasthoudend tussengewas, waarbij het ingezaaide gewas voor een minimumperiode van twee maanden wordt behouden.”;

3° in paragraaf 4 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het tweede lid worden de woorden “tot 31 januari” vervangen door de woorden “tot en met 31 januari”;

b) de leden 4 tot 6 worden opgeheven.

Art. 16. In artikel R.208, § 1, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, wordt het woord “vijf” vervangen door het woord “zeven”.

Art. 17. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel R.208bis, luidend als volgt:

“R.208bis. De bemestingen met meststoffen die overeenkomstig artikel R.210 niet worden meegerekend in het grondgebondencijfer, worden in een register opgetekend, uiterlijk 7 dagen na elke bemesting.

Dat register, dat ter beschikking van de administratie dient te worden behouden, bevat minstens volgende gegevens:

1° het type gebruikte meststof;

2° het tijdstip van gebruik;

3° de gebruikte hoeveelheid;

4° de plaats van toepassing.

De inhoud en het model van het bemestingsregister kunnen worden bepaald door de Minister bevoegd voor waterbeleid, na raadpleging van de beroepsorganisaties.”.

Art. 18. Artikel R.209 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, wordt vervangen als volgt:

“Art. R.209. § 1. Tussen 1 februari en 31 mei inbegrepen mag permanent weiland worden vernietigd om een nieuw plantendek aan te brengen.

Gedurende de eerste twee jaren na de vernietiging wordt de vernietigde oppervlakte ingezaaid met bodembedekkende gewassen of een opeenvolging ervan zonder peulgewassen of bodembedekkende gewassen die peulgewassen bevatten. Gedurende dezelfde periode is het verboden organische meststoffen op bedoelde oppervlakte te spreiden. Het spreiden van een minerale meststof op de betrokken oppervlakte is verboden tijdens het eerste jaar volgend op de vernietiging.

Indien een bodembedekkend gewas voor weidelanden ingezaaid wordt, zijn peulgewassen evenwel toegelaten. Evenzo is gediversifieerde tuinbouw op kleine oppervlakten toegestaan op maximaal drie hectare, voor een landbouwer die in zijn verzamelaanvraag maximaal tien hectare landbouwgrond aangeeft.

De omschakeling van permanent weideland naar akkerland op de percelen waarvan de risicoklasse voor het zijdelings wegspoelen van nitraten als bedoeld in artikel R.201 “extreem” is, moet het voorwerp uitmaken van een voorafgaande machtigingsaanvraag te richten aan de administratie, die onderworpen is aan de in artikel R.229 bedoelde begeleidingsstructuur.

§ 2. Van 1 juni tot en met 31 augustus mag een permanent weideland enkel worden vernietigd om er binnen een maand na de vernietiging en uiterlijk op 15 september een nieuw permanent weideland op in te zaaien. In dat geval wordt er op het perceel geen enkele meststof aangebracht, vanaf drie maanden voor de vernietiging tot twee jaar na de vernietiging.

§ 3. Van 1 september tot en met 31 januari kan het weideland slechts eenmaal vernieuwd worden, ten gevolge van schade door dieren of uitzonderlijke klimaatfenomenen.

Art. 19. Artikel R.210 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, wordt aangevuld met een paragraaf 7, luidend als volgt:

“§ 7. De landbouwer kan een administratief beroep indienen tegen de kennisgevingen bedoeld in de paragrafen 2 en 5. Het beroep wordt behandeld overeenkomstig de bepalingen van de artikelen D.17 en D.257 van het Waalse landbouwwetboek.”.

Art. 20. Artikel R.211 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, wordt vervangen als volgt:

“Art. R.211. § 1. Elke overdracht van organische meststoffen naar een landbouwbedrijf maakt het voorwerp uit van een spreidingscontract of van een weidecontract.

§ 2. De looptijd van de spreidingscontracten bedraagt ten minste één jaar en ten hoogste drie jaar.

De landbouwer kan spreidingscontracten aangaan met derden voor zover het globale grondgebondenheidscijfer van zijn bedrijf (LSG of LS-Global) onder de eenheid of gelijk aan de eenheid blijft.

In de spreidingscontracten worden minstens de volgende elementen opgenomen :

1° de verbintenis van de contractanten tot de naleving van alle voorschriften die hen betreffen inzake het stikstofbeheer ;

2° het soort mest, de hoeveelheid organische stikstof waarop het contract slaat en het equivalent ervan in hoeveelheden organische meststoffen, alsook de datum van inwerkingtreding en de duur van het contract.

§ 3. De landbouwer kan spreidingscontracten aangaan met derden voor zover het globale grondgebondenheids-cijfer van zijn bedrijf (LSG of LS-Global) onder de eenheid of gelijk aan de eenheid blijft. De contracten hebben een looptijd van minder dan een jaar.

De beweidingscontracten bevatten minstens volgende gegevens:

- 1° de verbintenis van de contractsluitende partijen om alle voorschriften in acht te nemen inzake stikstofbeheer;
- 2° de types en aantallen betrokken dieren, begindatum en maximumduur van de beweiding, de ligging van de beweidde percelen, de maximale hoeveelheid overgedragen stikstof;

§ 4. Bij elke overdracht van organische meststoffen wordt een document voor de opvolging van de overdracht opgesteld wanneer een spreidingscontract wordt gesloten.

Het document voor de opvolging van de overdracht heeft betrekking op het vervoer van één enkel type meststof die op dezelfde dag vervoerd wordt naar één enkele natuurlijke of rechtspersoon.

In het opvolgingsdocument worden minstens de volgende elementen opgenomen :

- 1° de gegevens waarmee het contract op basis waarvan de overdrachten doorgevoerd worden geïdentificeerd kan worden;
- 2° de datum van overdracht ;
- 3° de aard en de hoeveelheid van de mest waarvan de overdracht overwogen wordt ;
- 4° de onmiddellijke bestemming van de meststoffen.

Nadat de overdracht heeft plaatsgevonden, wordt dit formulier ingevuld om de daadwerkelijk overgedragen hoeveelheden organische meststoffen aan te geven.

§ 5. De in het kader van een spreidingscontract uitgewisselde hoeveelheden worden berekend op basis van de gegevens opgenomen in het opvolgingsdocument dat overeenkomstig paragraaf 7 binnen de bij ministerieel besluit vastgestelde termijnen is ingevuld en overgemaakt. Bij gebrek aan kennisgeving binnen de voorgeschreven termijnen, wordt de overdracht geacht niet te zijn doorgevoerd voor de overdrager maar wel voor de overnemer.

§ 6. De paragrafen 4 en 5 zijn niet van toepassing op de overdragende landbouwbedrijven die stikstof voortbrengen waarvan de veestapel nooit meer dan 2500 kg stikstof voortgebracht heeft. In dat geval worden de uitgewisselde hoeveelheden berekend op basis van het spreidingscontract.

§ 7. De voor het waterbeleid bevoegde Minister bepaalt de modaliteiten voor de uitvoering, de overmaking en de controle op de spreidings- en beweidingscontracten en de opvolgingsdocumenten, na raadpleging van de beroepsorganisaties voor landbouw.”.

Art. 21. In artikel R.214 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 4, worden de woorden “recentst beschikbare gegevens” vervangen door “beschikbare gegevens van de vorige campagne”.

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 5, luidend als volgt:

“§ 5. De landbouwer kan een administratief beroep indienen tegen de kennisgeving bedoeld in paragraaf 4. Het beroep wordt behandeld overeenkomstig de bepalingen van de artikelen D.17 en D.257 van het Waalse landbouwwetboek.”.

Art. 22. In artikel R.215, § 2, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, worden de woorden “als het nemen van bodemonsters moeilijk blijkt te zijn op een eerder geselecteerd perceel” vervangen door de woorden “wanneer dit gerechtvaardigd is, na een beslissing van de administratie”.

Art. 23. In artikel R.216 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

“§ 1. De voor het waterbeleid bevoegde Minister kan de selectiecriteria bepalen voor de bedrijven die een controle dienen te ondergaan betreffende de potentieel uitspoelbare stikstof, de voorwaarden voor de monsterneming en de verpakking van de monsters, alsook voor de analyse ervan door een erkend laboratorium.”;

2° in paragraaf 2, eerste lid, van de Franse versie worden de woorden “avant le 1^{er} octobre de chaque année” verplaatst tussen het woord “communiqué” en de woorden “au laboratoire”;

3° in paragraaf 5, eerste lid, wordt de zin “De uitslagen van de voor de landbouwer gunstigste analyses worden door de administratie in aanmerking genomen” vervangen door de zin “Als er meerdere bijkomende monsternemingen op één perceel zijn verricht, houdt de administratie rekening met het gemiddelde van de resultaten van de tegensprekelijke analyses op dit perceel. Zoniet worden de uitslagen van de voor de landbouwer gunstigste analyses door de administratie in aanmerking genomen.”.

Art. 24. In artikel R.220, § 3, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “geeft de administratie minstens 10 werkdagen op voorhand telefonisch” worden vervangen door de woorden “geeft de administratie en de landbouwer minstens 10 werkdagen op voorhand telefonisch”

2° de woorden “tussen 15 oktober en 10 december” worden vervangen door de woorden “tussen 15 oktober en 30 november inbegrepen”.

Art. 25. Artikel R.221 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, wordt opgeheven.

Art. 26. In artikel R.222 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, wordt paragraaf 1 vervangen als volgt:

“§ 1. In kwetsbaar gebied komt, met een verhouding van minstens 90% akkerland waarop de oogst heeft plaatsgevonden voor 1 september of dat bestemd is voor een teelt, aangeplant na 1 januari van het daaropvolgende jaar, tegen 15 september, een aanplanting of een spontane groei van een nitraat vasthoudende tussenteelt. In het mengsel waaruit laatstgenoemde bestaat mag de som van de verhoudingen tussen de dichtheid van elk ingezaaide peulgewas en de dichtheid ervan in pure teelt niet 0.5 overschrijden. In bijlage XXIV staat een tabel vermeld met elke zaaidichtheid die doorgaans wordt gebruikt voor de verscheidene zuivere teelten. Voor de soorten die niet in deze tabel vermeld zijn, wordt doorverwezen naar de begeleidingsstructuur bedoeld in artikel 229. Het nitraat vasthoudend tussengewas bedekt de bodem tegen 75% vanaf minstens 1 november, behoudens in het geval van uitzonderlijke weersomstandigheden.

Art. 27. In artikel R.222bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, wordt paragraaf 1 vervangen als volgt:

“§ 1. In kwetsbaar gebied wordt tegen 1 september na iedere teelt van peulgewassen die voor 15 augustus wordt geoogst en die gevolgd wordt door een tarweteelt, een nitraat vasthoudend gewas aangeplant. In het mengsel waaruit laatstgenoemde bestaat mag de som van de verhoudingen tussen de dichtheid van elk ingezaaide peulgewas en de dichtheid ervan in pure teelt niet 0.5 overschrijden en is de som van de verhoudingen tussen de zaaidichtheid van elke niet-vlinderbloemige soort en de dichtheid ervan in pure teelt groter dan 0,5. In bijlage XXIV staat een tabel vermeld met elke zaaidichtheid die doorgaans wordt gebruikt voor de verscheidene zuivere teelten. Voor de soorten die niet in deze tabel vermeld staan, wordt door verwezen naar de begeleidingsstructuur bedoeld in artikel 229. Die bedekking wordt vernietigd vanaf 1 oktober.”.

Art. 28. Artikel R.224 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, wordt vervangen als volgt:

§ 2. In kwetsbaar gebieden worden de percelen die een hellingsgraad vertonen die niet nul is door de administratie onderverdeeld in verschillende risicoklassen inzake het wegspoelen van nitraten. De toegelaten spreidingspraktijken op grasland en op akkerland worden omschreven in bijlage XXII bis omschreven. In de risicoklasse “zeer hoog” wordt het verbod op bemesting met organieke meststoffen met snelle werking, zachte mest of met minerale meststoffen opgeheven wanneer de maatregelen bedoeld in de artikelen 56 tot en met 60 en artikel 62 van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke begrippen voor de interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de randvoorwaarden, en in de daaruit voortvloeiende ministeriële besluiten, worden toegepast.”.

Art. 29. In artikel R.226 van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1, tweede lid, wordt aangevuld met de volgende zin: “De bovenvermelde balansen hebben een geldigheidsduur van maximum drie jaar.”;

2° in paragraaf 4 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden “wiens bedrijfszetel” worden vervangen door de woorden “wiens bedrijfseenheid”;

b) de paragraaf wordt aangevuld met volgende zin: “De bovenvermelde analyses hebben een geldigheidsduur van maximum drie jaar.”;

3° in paragraaf 5 worden de woorden “wiens bedrijfszetel” vervangen door de woorden “wiens productie-eenheid”.

Art. 30. In artikel R.229, § 1, derde lid, van hetzelfde Wetboek, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juni 2014, worden de woorden “wier bedrijfszetel” vervangen door de woorden “wier productie-eenheid”.

Art. 31. In hetzelfde Wetboek wordt een bijlage XXIIbis ingevoegd, die als bijlage 1 bij dit besluit is gevoegd.

Art. 32. In hetzelfde Wetboek wordt een bijlage XXIV ingevoegd, die als bijlage 2 bij dit besluit is gevoegd.

Art. 33. De Minister, bevoegd voor het waterbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 februari 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Bijlage 1

“Bijlage XXIIbis bij het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;**Risicoklassen inzake laterale overdracht van nitraten en toegelaten spreidingspraktijken**

1.1 Algemene regel

Het verspreiden van meststoffen is verboden in gebieden met een hoog overstromingsrisico in geval van zware regenval

Het overstromingsgevaar wordt gekenmerkt door waarden die voortvloeien uit de combinatie van

- de herhaling (terugkeerperiode of gebeurtenis) van een overstroming of regenval die afvloeiing veroorzaakt en
- de omvang van een overstroming of regenval die afvloeiing veroorzaakt (overstromingsdiepte of piekdebiet).

1.2 Permanent weiland en tijdelijk weiland ouder dan twee jaar

Bij de bemesting van permanent weiland en tijdelijk weiland van meer dan twee jaar oud moet een zes meter brede, onbemeste strook langs een gewoon oppervlaktewater in acht worden genomen, ongeacht het risico van laterale nitraatoverdracht.

1.3 Akkerland en tijdelijk weiland ouder dan twee jaar

1.3.1 Algemeen principe

Het spreiden van snelle organieke meststoffen, zachte mest en minerale meststoffen op niet – gedekte bodem dient binnen dezelfde dag gevolgd worden door de inwerking in de bodem, ongeacht het risiconiveau inzake wegspoelen van nitraten.

Bodem wordt als bedekt beschouwd als de aanwezige teelt volgend ontwikkelingsstadium heeft bereikt:

Gewas	Stadium
Graangewas of tijdelijk weiland	aanvang uitstoelen (stadium 21 op BBCH-schaal) stadium '12 bladen'
Bieten	stadium "frezen" (stadium 20 op BBCH-schaal)
Koolzaad	minstens 9 opgevouwen bladen (stadium 19 op BBCH-schaal)
Mais	minstens 10 opgevouwen bladen hoofdstam (stadium 110 op BBCH-schaal)
Aardappel	

Een na de oogst door onkruid ingenomen bodem wordt niet als een bedekte bodem beschouwd.

Bij elke bemesting moet een permanente onbemeste vegetatie van 6 meter breed langs een gewoon oppervlaktewater in acht worden genomen, ongeacht de mate van gevoeligheid voor erosie.

1.3.2 Buiten kwetsbaar gebied

Buiten kwetsbaar gebied	Ze er laag	Laag	Gemiddeld	Hoog	Ze er hoog	Extrem
Trage organische meststoffen	R met een 6 m brede CVP (permanent plantendek) langs een gewoon oppervlaktewater			R met een 6 m brede CVP (permanent plantendek) langs een gewoon oppervlaktewater	R binnen een 9 m brede strook langs een gewoon oppervlaktewater	Q
Snelle organische meststoffen en zachte mest	R door inwerken in de bodem op dezelfde dag als de bodem niet bedekt is en met inachtneming van een CVP (permanent plantendek) van 6 m breed, langs een gewoon oppervlaktewater			R door inwerken in de bodem op dezelfde dag als de bodem niet bedekt is en met inachtneming van een CVP (permanent plantendek) van 6 m breed, langs een gewoon oppervlaktewater	R door inwerken in de bodem op dezelfde dag als de bodem niet bedekt is en met inachtneming van een strook van 9 m breed, langs een gewoon oppervlaktewater	Q
Minerale meststoffen	R door inwerken in de bodem op dezelfde dag als de bodem niet bedekt is en met inachtneming van een CVP (permanent plantendek) van 6 m breed, langs een gewoon oppervlaktewater			R door inwerken in de bodem op dezelfde dag als de bodem niet bedekt is en met inachtneming van een strook van 9 m breed, langs een gewoon oppervlaktewater	Q	Q

In de risicoklasse "zeer hoog" wordt het verbod op minerale meststoffen opgeheven wanneer de maatregelen bedoeld in de artikelen 56 tot en met 60 en artikel 62 van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke concepten van interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de randvoorwaarden, en de daaruit voortvloeiende ministeriële besluiten, worden toegepast.

1.3.3 In kwetsbare gebieden

In kwetsbaar gebied	Zeer laag	Laag	Gemiddeld	Hoog	Zeer hoog	Extreem
Trage organische meststoffen	R met een 6 m brede CVP (permanent plantendek) langs een gewoon oppervlaktewater			R met een 6 m brede CVP (permanent plantendek) langs een gewoon oppervlaktewater	R binnen een 9 m brede strook langs een gewoon oppervlaktewater	Q
Snelle organische meststoffen en zachte mest	R R door inwerken in de bodem op dezelfde dag als de bodem niet bedekt is en met inachtneming van een CVP (permanent plantendek) van 6 m breed, langs een gewoon oppervlaktewater			R door inwerken in de bodem op dezelfde dag als de bodem niet bedekt is en met inachtneming van een strook van 9 m breed, langs een gewoon oppervlaktewater	Q	Q
Minerale meststoffen	R R door inwerken in de bodem op dezelfde dag als de bodem niet bedekt is en met inachtneming van een CVP (permanent plantendek) van 6 m breed, langs een gewoon oppervlaktewater			R door inwerken in de bodem op dezelfde dag als de bodem niet bedekt is en met inachtneming van een strook van 9 m breed, langs een gewoon oppervlaktewater	Q	Q

In de risicoklasse "zeer hoog" wordt het verbod op bemesting met snelwerkende organische meststoffen, zachte mest of minerale meststoffen opgeheven wanneer de maatregelen bedoeld in de artikelen 56 tot en met 60 en artikel 62 van het besluit van de Waalse regering van 23 februari 2023 betreffende de gemeenschappelijke concepten van interventies en steunmaatregelen in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en de randvoorwaarden, en in de daaruit voortvloeiende ministeriële besluiten, worden toegepast.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

Namen, 23 februari 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 2

“Bijlage XXIV bij het reglementair deel van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt;

Lijst van de dichtheden van doorgaans in pure teelten gebruikte ingezaaide gewassen

Dek	Type	kg/ha
Braziliaanse haver	Grassen	40
Lentehaver	Grassen	120
Winterhaver	Grassen	120
Huttentut	Kruisbloemige	5
Voederkoolzaad	Kruisbloemige	10
Fenegriek	Peulgewassen	30
Veldboon	Peulgewassen	235
Aardaker	Peulgewassen	50
Luzerne	Peulgewassen	100
Vlas	Vlasachtige	40
Gewone rolklaver	Peulgewassen	25
Vlaamse Luzerne	Peulgewassen	25
Honingklaver	Peulgewassen	25
Parelgierst	Grassen	25
Hopperupsklaver	Peulgewassen	25
Trosgierst	Grassen	25
Gele mosterd	Kruisbloemigen :	8
Bruine mosterd	Kruisbloemigen :	3
Ethiopische mosterd	Kruisbloemigen :	6
Niger	Composieten	8
Facelia	Hydrophyllacea e	10
Voedererwt	Peulgewassen	100
Eiwitrijke erwten	Peulgewassen	200
Chinese radijs	Kruisbloemigen :	10
Bladramenas:	Kruisbloemigen :	12
Italiaans raaigras	Grassen	20
Haznekammetje (peul)	Peulgewassen	130
Hanekammetje (gedopt)	Peulgewassen	40
Boekweit	<i>Polygonaceae</i>	40
Rogge secale cererale	Grassen	40

Voederrogge	Grassen	120
Voedersorgho	Grassen	25
Zonnebloem	Composieten	50
Witte klaver	Peulgewassen	5
Alexandrijnse klaver	Peulgewassen	25
Klaver Micheli	Peulgewassen	10
Perzische klaver	Peulgewassen	20
Inkarnaatklaver	Peulgewassen	25
Rode klaver	Peulgewassen	25
Voederwikke	Peulgewassen	50
Zwarte wikke	Peulgewassen	55
Bonte wikke	Peulgewassen	35

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2023 tot wijziging van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wat betreft het duurzame beheer van stikstof in de landbouw.

Namen, 23 februari 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER